MESSAGER DE TAHITI

Journal officiel des Etablissements français de l'Océanie

PARAISANT TOUTS LES JEUDIS A 3 HEURES DU SOIR

Matahiti 32. — N° 48.

TE VEA NO TAHITI

Mahana maha 29 novema 1883.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):
 Un an 48 fr.
 Six mois 28 »
 Trois mois 16 »
 Un numéro : 30 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (en comptant):
 Les 20 premières lignes 50 c. la ligne.
 Au-delà de 20 lignes 25 id.
 Les annonces renouvelées se paient à moitié de prix de la première insertion.

PARTIE OFFICIELLE

GOUVERNEMENT DE TAHITI

Arrêt portant composition des conseils de guerre permanents des Etablissements français de l'Océanie.

Le Commissaire de la marine, Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie,

Vu le décret du 21 juin 1858 portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies du Code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu le décret du 5 mars 1864 modificatif de l'organisation des conseils de guerre pour l'Océanie;

Vu la décision locale du 21 juillet 1883 réglant la composition de deux conseils de guerre permanents dans la colonie et d'un conseil de révision;

Attendu que le départ de certains membres des conseils de guerre nécessite un remaniement de leurs compositions, et que l'absence complète d'officiers militaires supérieurs dans la colonie ne permet plus d'y constituer un conseil de révision,

Décide :

Art. 1^{er}. La décision locale du 21 juillet 1883 est rapportée.

Art. 2. Les recours en révision contre les jugements des conseils de guerre permanents des Etablissements français de l'Océanie seront portés devant le conseil de révision de la Nouvelle-Calédonie, à moins qu'un conseil de révision puisse être constitué à ce moment dans la colonie.

Les conseils de guerre permanents des Etablissements français de l'Océanie sont composés ainsi qu'il suit :

1^{er} Conseil de guerre permanent.

MM. MARTEL, capitaine d'artillerie, président;	
DUPLESSIS, lieutenant de vaisseau,	
CETBERT, capitaine d'infanterie,	
LARCHE, lieutenant de gendarmerie,	} juges;
GUE, lieutenant d'artillerie,	
CHARLES, lieutenant d'infanterie,	
HOUEZ, sergent-major d'infanterie,	
MALLÉ, capitaine d'artillerie, commissaire du Gouvernement;	
DE VILLENEUVE, lieutenant d'infanterie, rapporteur;	
COUETET, garde stagiaire d'artillerie, greffier.	

Deuxième Conseil.

MM. DE LESGUEN, lieutenant de vaisseau, président;	
INGOT, lieutenant de vaisseau,	
ROUX, lieutenant de vaisseau,	
PRAIER, enseigne de vaisseau,	} juges;
DE CORAL, lieutenant d'infanterie,	
HANCHE, lieutenant d'artillerie,	
LAMENDOUR, 1 ^{er} maître de timonerie,	
BARNARD, aide-commissaire, commissaire du Gouvernement;	
REMY, lieutenant d'infanterie de marine, rapporteur;	
REMY, adjudant d'infanterie, greffier.	

Art. 3. La présente décision sera déposée au greffe desdits tribunaux, publiée au journal officiel de la colonie, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 novembre 1883.

Signé : MORAU.

Par décision du Gouverneur en date du 23 novembre 1883, M. Coupil est nommé membre suppléant du Conseil d'administration, pour l'examen et le vote du budget local de l'exercice 1884 par le Comité des finances.

ADMINISTRATION DE L'INTÉRIEUR

Interdiction de la chasse aux oiseaux.

AVIS.

PARAU FAITE.

L'Administration a informé tout récemment le public que des oiseaux importés de Sydney, aux frais de la colonie, ont été mis en liberté à Papeete; elle a rappelé en même temps qu'il est interdit de détruire ces oiseaux ou de s'en emparer, et que les contrevenants seront passibles des peines portées par la loi.

Elle a le regret d'apprendre qu'il n'a pas été tenu compte de ses recommandations, et que des jeunes gens, armés de fusils, se livrent à la chasse dans les environs de la ville.

De telles infractions aux règlements de police ne seront pas tolérées.

L'Administration croit donc devoir prévenir encore une fois le public;

1^o Que la chasse aux oiseaux est interdite par l'arrêté du 28 juin 1867, et qu'elle est punie des peines portées par la loi du 3 mai 1844;

2^o Que le port d'armes, sans permis, est puni, aux termes de l'article 7 de l'arrêté du 4 août 1883, d'une amende de 100 à 500 fr. et de 1,000 fr. en cas de récidive.

Les armes peuvent être confisquées.

Enfin, si les délinquants sont mineurs, leurs parents demeurent civilement responsables du délit.

No faaité noa aenei te Hau i te taata 'toa, e ua tun haere hia i Papeete nei te vetahi mau manu rii no Panipe mai, e na te Hau i au'au i te tarahu no te fa'aula raa mai, e ua faaité atoa oia e, e ua faaore roa hia te taparahi raa e te haru raa mai i taua mau manu rii ra, e o tei na reira ra, e fa'atua hia ta i te anau utua i faaité hia i te ture.

Te peepa nei ra oia i te ite raa e, aore atura taua parau na'na ra i haapao hia, e te haere nei te taurearea ma te pupuhi i te rima, e a'u haere i taua mau manu rii ra, i rapae au rii mai i te oire nei.

E ore roa tei reira huru ofati raa i te mau haapao raa a te pae mutoi e faaherehere hia, i tia i te Hau faaité faahou raa 'tu i te taata 'toa :

1^o E ua faaore roa hia te faaure raa no te 28 no tiuma 1867 i te a'u raa i te manu, e o tei na reira ra e fa'atua hia i te mau utua i faaité hia i te ture no te 3 no me 1844;

2^o E o te afai haere raa hoi i pupuhi, mai te parau faatia ore ra, e fa'atua hia ia mai te au'ito irava 7 no te faaure raa no te 4 no atote 1883 i te utua mo'i ei te 100 e ta'e no'u i te 500 raa o te farane, e i na reira faahou ra ei te 1,000 ia o te farane.

E e tia 'toa te haru raa mai i te pupuhi.

E mai te mea e, aore i taea hia te matahiti i te paari raa ra, o na metua ia te hio hia 'tu no taua. hapa ra i te paeu tivira.

ADMINISTRATION DE LA MARINE

Décision commissionnant un pilote pratique du port de Papeete.

Le Commissaire de la marine, Gouverneur des Établissements français de l'Océanie,

Vu l'instruction ministérielle du 26 juin 1860 ;

Vu l'arrêté local du 10 septembre 1852 portant institution d'un corps de pilotes à Papeete ;

Vu le décret du 21 mai 1880 sur les pensions de retraite des employés et agents du service Colonial ;

Vu le procès-verbal de la commission d'examen en date du 17 novembre 1883, auquel il résulte que le sieur Sajas, élève pilote, est apte à piloter les navires de tout tonnage dans les passes de Papeete et de Taoua ;

— Sur la proposition du Chef du service administratif de la marine,

DÉCIDE :

Le sieur Sajas (Charles-Gustave), matelot de 1^{re} classe, inscrit au quartier de Bordeaux, n° 2392, n° 369, élève pilote du port de Papeete, est commissionné en qualité de pilote pratique dudit port.

Le sieur Sajas fera enregistrer la présente décision au greffe du tribunal de première instance de Papeete.

La présente décision, qui aura son effet à compter de ce jour, sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera et insérée au *Messageur* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 22 novembre 1883.

MORAU.

Par le Gouverneur :

Le Commissaire-adjoint de la marine,
Chef du service administratif,
ROYER.

Service des Substances et Approvisionnements.

Le public est prévenu que le jeudi 20 décembre 1883, à neuf heures du matin, il sera procédé à l'adjudication sur soumissions cachetées, dans le cabinet du Chef du service administratif de la marine, de la fourniture du bois à brûler nécessaire pendant les années 1884 et 1885 aux divers services militaires de la colonie et aux bâtiments de la flotte en station ou de passage à Tahiti.

Les soumissions devront être sous pli cacheté, portant en suscription : *Fourniture du bois à brûler*.

Le cautionnement de garantie, dont le récépissé doit être joint à la soumission, est fixé à cent francs.

Le cahier des charges relatives à cette fourniture est déposé au secrétariat du Chef du service administratif de la marine, où il pourra en être pris connaissance tous les jours, dimanches et fêtes exceptés.

Conformément à l'article 23 de la loi de finances du 29 décembre 1882, la retenue de trois pour cent au profit de la Caisse des Invalides de la Marine ne sera pas exercée sur les paiements qui seront faits à l'adjudicataire.

3-1

Service des Approvisionnements.

Le public est prévenu que le jeudi 20 décembre 1883, à neuf heures du matin, il sera procédé à l'adjudication sur soumissions cachetées, dans le cabinet du Chef du service administratif de la marine, de l'entreprise du chargement et du déchargement du charbon de terre pendant l'année 1884.

Les soumissions devront être sous pli cacheté, portant en suscription : *Entreprise du chargement et du déchargement du charbon de terre*.

Le cautionnement de garantie, dont le récépissé doit être joint à la soumission, est fixé à la somme de cent francs.

Le cahier des charges relatives à cette entreprise est déposé au secrétariat du Chef du service administratif de la marine, où il pourra en être pris connaissance tous les jours, dimanches et fêtes exceptés.

Conformément à l'article 23 de la loi de finances du 29 décembre 1882, la retenue de trois pour cent au profit de la Caisse des Invalides de la Marine ne sera pas exercée sur les paiements à faire à l'adjudicataire.

3-1

PARTIE NON OFFICIELLE

CONSEIL COLONIAL

Séance du 19 novembre 1883.

PRÉSIDENCE DE M. CARDELLA.

La séance est ouverte à trois heures.

Sont présents : MM. Cardella, Caillet, Huot, Liais, Martiny, Pai à Vetea, Poni, Raouix, Thoni à Arato et Virau Bambridge.

Absents : MM. Boet et Vieux. — M. Boet se fait excuser.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre est lu et adopté.

L'absence de M. Boet ne permettant pas de discuter utilement le projet de constitution de la propriété tahitienne dont il est l'auteur, et qui est inscrit en tête de l'ordre du jour, le Conseil décide de passer à l'examen des propositions de M. Raouix, qui viennent ensuite, et ont trait à des mesures à prendre pour assurer la protection du petit commerce européen contre la concurrence chinoise.

M. Raouix est en conséquence prié de vouloir bien donner lecture du rapport qu'il a, dit-il, préparé à ce sujet.

Mesures à prendre en vue de protéger le petit commerce européen contre la concurrence asiatique.

— M. RAOUIX. — « Messieurs, la question qui fait l'objet du rapport que j'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui n'est pas nouvelle. Elle préoccupe depuis longtemps la population de ce pays, et elle a donné lieu déjà à bien des discussions, à bien des appréciations, sans recevoir jamais pourtant la solution qui lui conviendrait. Cependant nos divers conseils ou comités s'en sont occupés, et presque tous à une très-grande majorité, ont voté des propositions qui, mises à exécution, n'eussent pas manqué d'atteindre le but poursuivi.

« Je veux parler, vous l'avez compris, des restrictions qu'il est nécessaire d'apporter à l'exercice du commerce chinois, afin de permettre au petit commerce européen de continuer à vivre à ses côtés.

« Pour quelles raisons l'Administration n'a-t-elle pas tenu compte des vœux émis ? pourquoi n'a-t-elle pris aucune mesure qui lui était demandée ? Je n'ai pas à le rechercher. Mais on pourrait croire, si l'on s'en tenait là, que le moment n'est pas venu de faire cesser un état de choses qui va en s'aggravant de plus en plus. Vous savez tous le contraire, Messieurs, et j'espère, et ceux au nom de qui je parle l'espèrent aussi, qu'avec votre assistance nous viendrons à bout des difficultés qu'on nous oppose, lesquelles, si l'on veut bien y regarder de près, ne sauraient être en jeu devant la grandeur des intérêts saisis.

« Messieurs, dans le but de vous éclairer sur la situation décourageante faite à nos Européens, je me suis livré à des recherches dont je vais vous communiquer le résultat. Elles m'eussent convaincu, si je ne l'avais été d'avance, de l'enlèvement continu, de l'accaparement croissant par les Chinois du commerce et de l'industrie de la localité.

« Voyez plutôt :
« La ville de Papeete, à elle seule, compte aujourd'hui 59 patentes chinoises de toutes catégories, dont 28 patentes de commerce et 31 de diverses professions. Tahiti et Moorea en reussissent au total 121. Je ne parle pas, bien entendu, des associés, qui certainement doubleraient le nombre de ces patentes, si l'on pouvait les faire entrer en ligne de compte. Or les deux lieux réunissent environ de 550 à 600 Chinois. La moitié d'entre eux se livrent donc au commerce !

« Si l'on compare, d'un autre côté, cette proportion avec celle que donnerait le nombre des patentes européennes, rapproché de celui des résidents de même origine non pourvus de patentes, on voit de suite quelle énorme supériorité est acquise aux commerçants et industriels asiatiques. — Voilà pour les chiffres ; ils sont, vous le voyez, parlants, et pourraient se passer de commentaires.

« J'arrive maintenant à la partie la plus importante de ce rapport, à l'exposé des considérations principales qui rendent nécessaires et justifiées, Messieurs, les mesures restrictives que je vous proposerai de voter tout à l'heure.

« Je vous les présenterai un peu pièce-mele peut-être, mais j'ai confiance en la sagesse de votre jugement pour démêler dans ce désordre celles que vous croirez devoir retenir. Je vous épargnerai, du reste, Messieurs, des redites fatigantes et glisserai aussi rapidement que possible sur les arguments déjà portés à votre connaissance dans diverses publications de la localité.

« Je ne vous ferai pas davantage l'historique de l'introduction des Chinois à Tahiti. Vous savez tous comment ils y ont été amenés et comment, après la débâcle d'Atimonoa, au lieu de les repatrier, l'Administration les a admis à résidence, au même titre que nos Européens et nationaux.

« Depuis cette époque, vous le savez aussi, de marchands ou domestiques qu'ils étaient dans le principe, ils se sont faits trafiquants, et grâce à leur manière de vivre, à l'insignifiance de leurs besoins comparés aux nôtres, ils sont arrivés aujourd'hui à tenir avec une certaine ardeur la majeure partie du commerce de détail. C'est surtout sur cette disproportion de besoins que je tiens à signaler que s'appuient sur le plus d'autorité les restrictions dont il sera pas à pas l'objet.

« Et, à propos de ce mot de restriction, Messieurs, qui pourrait effrayer les philanthropes et donner prétexte à malentendu, il ne faut pas s'y tromper et vouloir lui faire dire agression lorsqu'il signifie défense. Protection. Il est nécessaire de ne pas perdre de vue qu'il s'agit surtout ici d'inté-

rités commencent, motivés par les plus grands commerçants du monde.

« Nous sommes en face de vous, Messieurs, des gens qui nous font une guerre sans pitié, et dont la victoire serait assurée, si rien ne venait supplier à l'insuccès de nos ressources.

« Peut-être les plus vaillamment nous faire un crime d'essayer de nous opposer aux plus surprenants succès que les seuls moyens d'out-mer restent, après les vaincs efforts dépensés dans une lutte inégale, et que l'Etat philanthropique, la suprême justice, ne consistent-elles donc pas à protéger, toujours, les opprimés contre les oppresseurs ? Or nous sommes les opprimés...

« Ceci dit, voyons un peu au juste ce que sont les Chinois et quels genres de services ils nous ont rendus depuis leur introduction dans la colonie.

« Pour les résumer, disons de suite que les Celestes s'en étaient tenus à l'agriculture, le pays serait sans crédit aujourd'hui plus florissant, tandis qu'en mettant la main sur le commerce, ils sont en partie la cause de la terreur qui nous étreint.

« Et cela se comprend : le Chinois, nul ne l'ignore, est un gouffre qui repoit, absorbe et ne rend rien ; c'est l'araignée qui fait sa toile, mais c'est aussi la pieuvre avec ses suçons. Les réparateurs de cette pieuvre sont ici des bouges infects, dans l'odeur qui génère indolence et éloigne les estomacs les plus robustes. Sa nourriture, ses vêtements, en un mot, tout ce qui est pour son usage personnel, le fils du Céleste-Empire le fait venir de Chine, toujours de Chine. Il n'achète rien chez nous, ou du moins aussi peu que possible, et seulement ce qu'il peut revendre avec profit ; mais en revanche il nous prend argent et l'expédie par sacs à l'étranger.

« C'est le bizarre produit de la nature que le Chinois, Messieurs. Nuisible par ses qualités au pays qu'il habite, il ne lui est possible que par ses défauts, dont le plus méritoire est incontestablement son goût immoqué pour le opium. Sans cette douce habitude, que je m'empresse de porter à son actif, la colosse de Tahiti, je crois pouvoir le dire, ne recevrait rien ou presque rien de l'Asiatique.

« Messieurs, vous l'aurez dit 42 ans que les Français ont entrepris de coloniser cette contrée, au prix des plus grands sacrifices d'hommes et d'argent. A leur suite étaient venus s'établir des compatriotes ; des commerçants laborieux, d'actifs industriels, qui avaient commencé à prospérer. Or, voici qu'aujourd'hui ces honorables travailleurs se trouvent menacés dans leur fortune, dans leurs plus chers intérêts, par des gens qui font tout pour les supplanter et qui malheureusement ont tout ce qu'il faut pour arriver à leur fin.

« Pouvons-nous admettre que les sacrifices que se sont imposés les nôtres ne profitent qu'à ceux qui y sont restés étrangers ? Devons-nous laisser dire que notre proverbiale générosité n'aura servi ici qu'à jurer à la prospérité de nos compatriotes ?

« Je vous disais tout à l'heure, Messieurs, que les Chinois avaient accaparé le petit commerce. C'est qui en effet c'est un véritable accaparement. Ici c'est plus de place pour d'autres, à côté d'eux la concurrence est impossible avec des gens armés contre elle de la façon qu'on sait. Très-combrennent déjà, ces parasites augmentent tous les jours, cloignant des affaires nos malheureux Européens, mal préparés pour la lutte. Il en sort de partout. Chaque jour qui lui voit s'ouvrir sa nouvelle boutique de boucher, de boulanger, de marchand de café ou de détaillant ; c'est une véritable invasion, sans temps d'arrêt, sans trêve, dont rien ne fait savoir la fin.

« Et nous ne dirions rien et nous ne ferions rien pour l'arrêter ! Nous, les principaux intéressés, nous assisterions l'arme au bras à la préparation de notre ruine, et nous ne demanderions pas à notre gouvernement, qui en a tous les moyens sous la main, de protéger les siens contre ces cavaliers-seurs ?

« Les affaires souffrent, étant réparties en tant de mains. Nous traversons depuis plusieurs mois une véritable crise ; il est temps d'y remédier. Déjà un grand nombre de nos nationaux ont été obligés de céder la place et de quitter le petit commerce qui les faisait vivre pour se faire planteurs ; la concurrence chinoise les a chassés. Elle a commencé par les moins fortunés, c'était dans l'ordre ; mais elle se réserve patiemment de venir à bout des autres au avenir prochain.

« Attendons-nous avant d'agir que nous en soyons arrivés là ?
« Vous dirai-je d'ailleurs, Messieurs, que ce dont nous nous plaignons à l'heure actuelle, d'autres, avant nous, s'en étaient plaints ? Qui ne sait que partout on cette race absorbante fait son apparition, les mêmes questions s'agitent ? De nombreux exemples que je pourrais citer, mais que vous avez sur les lèvres, en font foi.

« Je n'en choisisais qu'un pourtant, parce que celui-ci est particulièrement intéressant pour notre pays, étant pris dans une colonie voisine.
« Tenez, Messieurs, voici ce que je lisais dernièrement dans un des numéros du *Courrier des Etats-Unis* récemment arrivé à Papeete :

« On écrit de Nouméa : On s'occupe beaucoup ici de l'importante question de l'introduction des Chinois dans nos possessions d'out-mer, introduction que s'efforce de réaliser avec rapidité récemment fondée à Paris, sous le titre de *Corporation Franco-Chinoise*. La chambre de commerce de Nouméa a été sollicitée de s'opposer par cette manière, à répondre par l'organe de son honorable président, M. Larade :

« J'ai mes, messieurs, votre lettre à l'honneur du jour de nos travaux, et je dois vous dire que, depuis le 21 avril, la chambre de commerce s'est trouvée, à l'unanimité, contre l'introduction des Chinois en Nouvelle-Calédonie.
« La chambre s'est placée, dans cette question, à un point de vue exclusivement commercial, et elle a senti que l'immigration chinoise serait, pour le commerce de ce pays un véritable bien, et qu'il ne produirait effectivement des méfaits tels qu'il sont produits à l'étranger.

« Plus vivon, en Australie, on peut protéger le commerce national, on a dû prendre des mesures pour l'immigration de cette race envahissante. »

« Le terme, Messieurs.

« J'aurais cependant encore de nombreux arguments à faire valoir, mais

je vous prie d'excuser de ne pas les faire valoir, car je craindrais d'abuser de vos

instants et d'allonger outre mesure ce rapport déjà volumineux. Je me bornerai à vous en présenter un dernier, très-court, ayant pour base la réciprocité :

« Si l'on compare la façon libérale et hospitalière dont nous traitons les Celestes à celle avec laquelle ils nous traitent chez eux, ne s'aperçoit-on pas de suite, dites-moi, que nous jouons ici vis-à-vis d'eux le rôle de dupes ?

« Ah ! l'indignation, j'estime que le moment est arrivé de prendre une résolution radicale et définitive. Il faut en finir avec cette question irritante et liquider une fois pour toutes notre situation en face d'étrangers à qui nous ne devons, en somme, que l'hospitalité. Notre manuscrite ne saurait aller jusqu'à faire leurs affaires au détriment des nôtres. Nous sommes patients, je crois, à l'extrême limite des concessions permises, si même nous ne l'avons dépassé. Aller au delà, ou même rester dans le statu quo, serait légitime à nos yeux, mais à nos successeurs la ruine à bref délai.

« Voici donc en résumé, Messieurs, les mesures que je vous proposerai de solliciter de l'Administration pour arriver au résultat que nous poursuivons. Laissons de côté l'idée trop excessive qui a été émise au sein d'une autre assemblée, de frapper les Chinois de taxes extraordinaires (bien que ce surcroît de charges, à l'égard de gens qui en ont beaucoup moins que nous, serait justifié en ce sens qu'il aurait pour effet, peut-être de rétablir l'équilibre rompu), je vous prie de vouloir bien approuver et voter avec moi les propositions suivantes. Elles sont, vous l'allez voir, d'une extrême modération, et m'ont paru pour ce motif devoir réunir la majorité de vos suffrages.

« Tout en maintenant la patente à ceux des commerçants chinois qui en sont actuellement détenteurs, il y aurait lieu, je crois, de décider :

« 1° Qu'il ne sera délivré aucune nouvelle patente aux Asiatiques ;
« 2° Que celles existantes seront personnelles à ceux qui les possèdent et ne pourront être transférées ;

« 3° Que l'identité de chaque patenté sera établie au moyen d'une carte portant son nom et son numéro, à laquelle sera jointe sa photographie ;

« 4° Que la patente d'un Chinois vaut-cesser, pour une cause quelconque (départ, décès, etc.) de son commerce ou sans industrie, ne sera plus renouvelée en faveur d'un autre ;

« 5° Que dans chaque boutique où il y aura des associés, chacun d'eux devra payer en sus la demi-patente ;

« 6° Que le chef de l'association venant à cesser son commerce, toutes les patentes attachées à l'établissement seront annulées de droit ;

« 7° Que tout commerçant devra se conformer aux articles 8, 9 et 10 du Code de commerce et tenir ses livres en français et en français et en français ;

« 8° Enfin qu'un agent des contributifs commis à cet effet s'assurera une fois par trimestre de l'exécution de cette dernière formalité.

« Fût l'honneur de prier M. le président d'appeler le Conseil à se prononcer, sous la forme d'un vote, sur chacune de ces propositions. »

« M. Raoult, cette lecture faite, met les yeux du Conseil, à l'appui de ses propositions : 1° une liste des patentes chinoises des îles Tahiti et Moorea ; 2° une petite signature de 73 commerçants et industriels de Papeete, qui s'associent à cette mesure, qu'il a l'honneur de présenter à l'assemblée.

« MM. Huët et Liéris déclarent appuyer également, sur tous les points, les propositions dont M. Raoult s'est fait l'initiateur.

« M. Martiny demande la parole.

« M. MARTINY. — Messieurs, je partage absolument, en principe, les idées de MM. Raoult, Huët et Liéris, tendant à empêcher le petit commerce européen d'être étouffé sous la concurrence chinoise. J'ai déjà eu, en 1877, l'occasion de dire à ce sujet quelle était mon manière de voir, lorsqu'il s'agit au comité agricole de cette question qui, je crois, paraissent pour la première fois devant les conseils de la colonie. Il y fut même proposé des mesures plus restrictives que celles qui nous sont aujourd'hui présentées. Mais elles ne furent écartées d'effet, car nous nous heurtâmes à des difficultés d'application qui subsistent encore d'ailleurs de nos jours. On nous objecta, sans aucun motif, me semble-t-il, que la délivrance aux Chinois de permis de résidence leur avait donné la possession de droits civils et commerciaux identiques à ceux des autres étrangers des diverses nationalités.

« Mon opinion est donc que les mesures préconisées par M. Raoult, et qu'en principe, je le répète, je reconnais excellentes, ne pourront recevoir l'exécution qu'il en attend.

« Dans les conditions on vous avez placé vous-mêmes les Asiatiques, vous ne pouvez plus, Messieurs, leur refuser la patente. La leur refuseriez-vous, que cela ne pourrait les empêcher en rien de continuer leur commerce, ou d'ouvrir de nouvelles boutiques. Dans ce dernier cas, il ne vous resterait, en effet, d'autre ressource que celle de leur imposer d'office la patente que vous auriez exigée tout d'abord de leur accorder. C'est du reste ce qui a lieu pour les lycées.

« Il faudrait, à mon avis, se préoccuper avant toute autre chose des moyens légaux pouvant permettre d'appliquer les mesures dont il s'agit, moyens qui font défaut. L'Administration n'a pas, je crois, en main, les dispositions légales nécessaires dans ce but. Reste à savoir si elle peut s'en armer elle-même et si un acte local les lui fournirait.

« Ceci dit, il me reste un reproche à faire au rapport de M. Raoult. Je n'ai pas remarqué qu'il ait prévu le cas où l'on tenterait d'introduire dans le pays des Chinois, soit comme immigrants, soit en toute autre qualité. Ses propositions ne donnent aucun moyen de s'opposer à leur débarquement. C'est une lacune qu'il est désirable de voir combler, en partie du moins, veux-je dire, car il est également à souhaiter que nos portes restent ouvertes à ceux dont l'introduction pourrait avoir lieu sous le régime de l'immigration, avec repatriement obligatoire au frais des engagés, au bout de la durée de l'engagement.

« Il me semble, Messieurs, qu'il faudrait commencer par là, et demander à l'Administration un arrêté de protection qui permet de mettre à exécution les propositions dont M. Raoult veut de nous entretenir. »

M. Raoult demande la parole.
« Je tiens, Messieurs, à répondre quelques mots à M. Martiny au sujet de l'impossibilité légale dans laquelle se trouverait, après lui, l'Administration locale de prendre des mesures que tous nos commerçants réclament avec tant de justice.

« Je vous ai lu, Messieurs, tout à l'heure; la lettre qu'écrivait dernièrement à la société fondée à Paris, sous le titre de « Corporation franco-chinoise », l'honorable M. Larade, président de la chambre de commerce de Nouméa. M. Larade y parle des mesures restrictives qu'on a dû prendre en Amérique et en Australie pour protéger le commerce national contre l'immigration de la race avilissante des Chinois, et laisse à entendre que, dans le cas d'une introduction de ceux-ci en Nouvelle-Calédonie, cette colonie se verrait dans l'obligation, pour sa défense, de s'armer des mêmes moyens de protection. N'est-ce pas là, dites-moi, reconnaître implicitement et clairement le droit, en même temps que la nécessité pour cette contrée, de faire usage, le cas échéant, des mesures que d'autres ont déjà employées.

« Ce droit, donc, doit exister à Tahiti comme il existe en Nouvelle-Calédonie. L'Administration locale pourra en faire usage quand elle le voudra, et j'ajouterai qu'elle ne saurait être mieux inspirée qu'en en usant, si elle désire donner satisfaction, comme on doit le supposer, aux justes revendications de toute une population de commerçants; d'industriels et de travailleurs lesés.

« Ce droit existe, je le répète, dans la nécessité qui s'impose de protéger notre colonie de l'invasion et de l'encarcement dont elle est menacée. On est toujours armé justement quand on l'est pour sa propre défense. Aucun titre officiel, aucun acte aussi restrictif qu'il soit, ne saurait prévaloir contre la force et la légitimité d'un pareil sentiment, et, s'il faut tout dire enfin, Messieurs, lorsque dans un pareil cas on ne se sent pas armé, eh bien ! on s'arme soi-même ! C'est là la besogne la plus pressante à laquelle on puisse se livrer.

« Mais cet argument qui consiste à dire qu'il ne saurait être au pouvoir de l'Administration d'adopter des mesures de restriction contre les Asiatiques, est-il donc vraiment soutenable? Je ne le crois pas, et voici pourquoi.

« Oh ! non raisonnablement sera des plus simples, et prendra, si vous le voulez, Messieurs, la forme de la question suivante :

« Quand on a le pouvoir de prendre des mesures d'exception au profit de certaines gens, qui s'agisse de peuples ou d'individus, ce pouvoir cesse-t-il lorsque ces mesures ont certaines des avantages économiques et exceptionnellement octroyés? — Le simple bon sens se charge de la réponse, ne vous le semble-t-il pas, Messieurs? »

« Or, qui pourra-t'en soumettre à un régime spécial les Chinois du pays au point de vue de l'usage de l'opium qu'elle interdit aux Tahitiens, nos égaux, nos concitoyens pourtant, l'Administration n'a-t-elle pas les Asiatiques, pour ainsi dire, hors de la loi commune, et qu'elle ne s'est pas, de ce fait, donné à elle-même le droit de prendre à leur égard toutes autres mesures d'exception aussi que dans un but d'intérêt public, et qu'elle ne devrait adopter? Je ne crois pas, Messieurs, que cela puisse même être discuté.

« D'ailleurs il me semble vraiment que tout concorde à adopter la marche à suivre que je propose, puisque les principaux intéressés dans la cause, les Chinois eux-mêmes, y sont favorables. J'en ai questionné plusieurs, et tous ces trafiquants m'ont fait la même réponse : « Nous acceptons vos propositions, nous n'ont-ils dit, car elles sont absolument d'accord avec nos propres désirs. »

« Inutile, je suppose, Messieurs, de vous dire quels sont ces désirs : ils consistent, pour les Célestes actuellement en possession de patentes de commerçants, vous l'avez déjà compris, à pour en partir, tranquillement, des bénéfices qu'elles leur assurent, en éloignant, autant que possible, les concurrents, fussent-ils même de leurs meilleurs amis.

« Messieurs, j'arrive à la seconde partie des remarques faites au sujet de mon rapport par M. Martiny, lequel répète, à-t-il dit, omis de s'occuper de la question d'introduction possible d'immigrants asiatiques.
« Je n'éprouve aucun embarras, je vous l'avoue, à reconnaître qu'il y a en effet la une lacune qui n'est pas dû exister, mais qu'il n'y a rien de reste facile de réparer. Mon embarras est d'autant moindre que je n'ai point eu, si je le besoin de le dire, la prétention de vous présenter, Messieurs, un travail complet. Vous voudrez bien, je l'espère, l'accueillir par ce qu'il vaut.

« Je m'associe donc avec empressement à la proposition de M. Martiny, qui, s'il y consent, pourra faire l'objet d'une adjonction à celles qui vous sont déjà soumise. »

M. Martiny répond à M. Raoult qu'il reste persuadé que s'il est facile et désirable ce même temps de prendre des mesures qui auraient pour but de s'opposer à l'introduction de nouveaux Chinois, il ne saurait en être ainsi de celles qu'il propose d'appliquer à ceux d'entre eux qui habitent la colonie et y jouissent, en vertu de leurs permis de résidence, de droits qu'il est impossible de leur enlever.

C'est de cette façon qu'on a procédé, dit-il, en Amérique et en Australie. On s'est borné à interdire l'entrée du pays à de nouveaux émigrants.

M. Raoult lui objecte, à l'appui de son précédent dire, que le système suivi jusqu'à ce jour à l'égard des Asiatiques autorise précisément les moyens dont il demande l'emploi.

L'Administration ne craignait pas, en effet, à une certaine époque, de faire fermer boutique aux commerçants et industriels chinois qui se trouvaient en retard pour le paiement de l'impôt. Si le Trésor souffrait de cet état de cho-

seurs, aujourd'hui c'est la population travailluse qui souffre de la situation qui lui est faite; serait-elle donc moins digne d'intérêt?
M. Liats demande la parole.

M. Liats. — « Avant de dire, Messieurs, comme M. Martiny, qu'il est difficile de permettre les Chinois présents dans le pays à des mesures de restriction, il serait bon, je crois, de se rendre compte de la façon dont ils y sont restés. Or je sais mieux que personne, moi, à qui m'en tenent la dessus. J'ai vu de mes yeux, Messieurs, des agents du gouvernement, des officiers, parmi lesquels se trouvait l'aidé-de-camp du Commandant de l'époque, insultés publiquement par les Chinois qu'ils voulaient faire embarquer et qui s'y refusant catégoriquement. L'Administration cependant a failli laisser les Chinois libres de rester dans la colonie. Elle a fait mieux : elle leur a délivré des permis de résidence. »

« Eh bien, Messieurs, quand des gens débutsent ainsi dans le pays qui leur donne l'hospitalité, je dis, moi, qu'ils se mettent d'eux-mêmes hors la loi. Ils sont chez nous et s'y maintiennent envers et contre tous; il s'agit de savoir s'ils y resteront.

« Je connais ces gaillards-là de longue date. J'ai été chef de la police et plus qu'une fois, j'ai eu affaire à eux. Je suis donc en mesure de vous édifier. Vous vous feriez difficilement une idée, Messieurs, de la perversité et de la dépravation de ces gens. Il existe chez eux des associations organisées non-seulement dans le but de favoriser le développement de leur trafic de commerce, mais pour protéger les voleurs et leur assurer l'impunité. Ces sociétés ont des ramifications partout; la souche, le tronc, la maison-mère, si je puis dire, en est à San Francisco. C'est de là que partent les secours d'argent quand il en est besoin. Nous en avons en fait lu la preuve dans plusieurs circonstances que je crois inutile de vous rappeler sous les consignes. »

« Messieurs, il était question dernièrement de la crise monétaire et des moyens à employer pour la faire cesser. Ces moyens, vous en avez les principaux sous la main : faites table rase de tous les privilèges accordés aux Chinois, et engagez-les le plus poliment possible à vous débarrasser de leur présence. Personne n'ignore que la plus grande partie du numéraire français qui nous quitte est exporté par eux. Ils l'expédient par sacs à San Francisco ou ailleurs. Voulez-vous des exemples? Je puis vous en citer, et je suis d'autant plus à l'aise pour cela, qu'ils sont connus de tous.

« A-Ni, le fameux A-Ni, est parti d'ici en emportant 40.000 piastres de notre monnaie. Tout dernièrement, le chef de congrégation A-Kiou nous faisait ses adieux et s'éloignait avec 60.000 autres, religieusement enfermés dans ses coffres.

« Qui nous a créé ces difficultés monétaires, Messieurs? Les Chinois. Qui les font so perpétuer? Les Chinois.

« Cette race, depuis son apparition parmi nous, ne nous a fait que du mal, et personne n'est fondé à dire que les quelques avantages qu'on s'est pu parfois à lui prêter peuvent entrer en balance avec les désastres qu'elle a causés. Je n'admètrai jamais, pour ma part, que les choux et les carottes qu'ils nous ont fait manger puissent peser d'un grand poids dans leur réhabilitation future.

« En définitive, Messieurs, et pour finir, voici, au sujet du règlement sans retour de cette question irritante, comment j'entends, sans phrases, sa solution :

« Nous avons le droit sur nous ; employons-le. Décharrassons-nous de ces parasites.

« A défaut du droit, si tant est qu'il nous manque, nous des mêmes armes dont se sont servis nos adversaires pour s'implanter chez nous, employons la force. Messieurs, c'est mon dernier mot.

M. Raoult fait observer que des Européens ont déjà quitté la colonie, chassés par la concurrence chinoise, contre laquelle il leur est impossible de lutter. Il est à craindre, dit-il, si l'état de choses actuel se prolonge, que beaucoup d'autres ne suivent leur exemple. Que deviendrait alors notre colonisation dans ce pays? Laissera-t-on nos nationaux céder la place aux Chinois, sans rien faire pour empêcher leur départ? Est-ce ainsi vraiment que dans la mère-patrie on entend la protection à accorder à ses fils laborieux?

M. Martiny. — « Je désire que ces Messieurs soient convaincus que je m'associe complètement à leurs vœux. Mais je persiste à croire que tous les effets que pourra faire l'Administration pour y répondre devront être dirigés du côté de l'importation des sujets asiatiques. »

M. Raoult, à propos de ce qui a été dit souvent que sans les Chinois le marché journalier se verrait pas de légumes, fait observer que sans eux, comme avec eux, l'approvisionnement de la ville ne cesserait pas de se poursuivre. Il y a de des légumes qui sont plus fournis que tous les Chinois du monde, dit-il, et qui feront toujours qu'à défaut de ceux-ci, il se trouvera d'autres marchands pour y satisfaire; auquel cas, et il aurait encore lieu de se réjouir, car ceux qui prendraient la place laissée vide ne pourraient être que nos nationaux ou nos Européens. La crainte manifestée à cet égard est donc aussi puérile qu'elle est anti-patriotique. M. Raoult espère que le Conseil ne s'y arrêtera pas.

« Et il ajoute, répondant à une question de M. Martiny, désireux de savoir si les marchands chinois importent plus qu'ils n'achètent de la place que le nombre de ceux qui s'approvisionnent chez les négociants de la localité est insignifiant et diminue de jour en jour.

M. Bamberge fait remarquer que la lepre, inconnue avant l'arrivée des Asiatiques à Tahiti, est du nombre des importations dont la colonie leur est redevable.

M. Liats ajoute à l'observation de M. Bamberge qu'il habite un district, Faau, qui est précisément le quartier général des lépreux. Il y en a trois ou quatre là, parmi eux, qui s'en vont littéralement par morceaux, et ce n'est pas

empêche un instant, dit-il, de voir des femmes et de se promener partout au régime de célibatier que j'ouvrais malade.

M. Martiny demande que sa proposition d'introduction de Chinois sous le régime de l'immigration, soit jointe, pour faire l'objet d'un vote, aux divers motions de M. Raoult.

M. Cailliet déclare qu'il n'est partisan d'aucune espèce d'introduction, pas plus avec les exigences de l'immigration qu'après. Mais il croit que les Asiatiques habitant le pays ne peuvent être traités différemment que les autres étrangers, et, par suite, n'admet pas à leur égard de mesures d'exception.

M. Cardella, au contraire, s'associe, avec certaines réserves toutefois, aux propositions de M. Raoult.

M. Cardella trouve justes et logiques les observations de M. Raoult, quand il dit qu'en ce qui concerne l'usage de l'opium, l'Administration ayant accordé à aux Chinois des faveurs spéciales, est également fondée, si elle le juge à propos, après être entrée vis-à-vis d'eux dans la voie des privilèges, à suivre, à leur égard, la voie inverse. C'est droit, M. Cardella le croit indéniable. Mais il ne saurait consentir à aller dans ce sens aussi loin que paraît le souhaiter son collègue, en ce qui concerne surtout les patentes, que celui-ci voudrait voir supprimer par extinction. Il serait plutôt d'avis de ne laisser subsister que quelques-unes, dont le nombre resterait à fixer, de les réduire à deux par quelque-une, pour les marchands de 3^e classe de Paape, lesquelles patentes seraient la propriété des chefs de congrégation, de qui on exigerait en retour une surveillance étroite des agissements de leurs compatriotes.

On accorderait également pour Paape et les districts quelconques autres patentes de boulangers, bouchers, marchands de café, etc.

D'autre part, M. le président, partageant l'opinion de M. Martiny, désirent ne pas fermer l'entrée de la colonie aux Chinois qui, munis de contrats d'engagement comme immigrants, pourraient y être introduits. Il importe, dit-il, autant pour ne pas engager l'avenir que pour laisser aux colons la faculté, s'ils le désirent, de faire venir des travailleurs asiatiques, au cas où les autres feraient défaut, de laisser la porte ouverte de ce côté. Certes, ajoute-t-il, le commerce a des intérêts respectables et puissants, mais l'agriculture, qui est, elle aussi, une des sources de prospérité d'un pays, a aussi les siens. Il ne faut pas négliger de les protéger pour ne s'occuper que de ceux qui leur sont annexés.

M. Porot déclare appuyer les propositions de M. Raoult ; mais il se place surtout, dans cette circonstance, au point de vue de l'habitadissement de la race tahitienne, si belle autrefois, et qui va dégénéral de plus en plus au contact des Asiatiques.

L'avenir, de ce côté, lui apparaît très-sombre. Les indigènes ont déjà la passion de la boisson ; il est à craindre qu'ils ne prennent l'habitude celle, plus terrible encore, de l'opium. L'opium, dit-il, finirait la race. D'autre part, il ne peut s'empêcher de faire la remarque que ses compatriotes, depuis la venue des Chinois, sont en possession de maladies qu'ils n'avaient jamais connues : la lèpre, entre autres, qui se propage partout, et qui a atteint jusqu'à de jeunes enfants. Cette horrible affection, jointe aux vices des Asiatiques, à l'opium et au jeu, au jeu surtout, qui ruine des familles tahitiennes, fait l'objet des premières et plus sérieuses de M. Porot. Aussi déclare-t-il que non-seulement il s'associe à M. Raoult pour que les patentes nouvelles cessent d'être délivrées aux Chinois, mais encore s'opposera-t-il à toute tentative, à tout essai d'introduction de ces derniers.

M. Brambrige dit, à l'appui des observations de M. Porot, que les Chinois entraînent au jeu les Tahitiens qu'ils savent avoir de l'argent en poche, et les dépouillent, étant plus adroits qu'eux. Ils choisissent de préférence pour ces méfaits l'époque des récoltes.

M. Tibouti à Arato fait les mêmes observations.

Au sujet de la proposition qui a été faite de laisser entrer à Tahiti comme immigrants des Chinois munis de contrats d'engagement, M. Liais croit devoir faire remarquer que, tant qu'il restera dans le pays des Asiatiques à l'état libre, il sera imprudent et dangereux d'introduire des engagés que leurs compatriotes ne manqueraient pas de détenir en lieux obligés.

MM. Porot et Brambrige sont de même avis.

M. Tibouti à Arato fait la juste de la remarque de M. Liais, mais il importe, dit-il, de prévoir le cas où, ayant besoin de bras pour effectuer ici de grands travaux, les Mésariennes et Gillert, seuls lieux de recrutement qui nous restent, nous seraient fermées.

M. Raoult ne croit pas inutile de faire observer que dans le cas de grands terrassements à faire, l'emploi des Tahitiens, qui sont naturellement portés à des travaux de force, donnerait les meilleurs résultats.

M. Martiny s'associe à la juste de la remarque de M. Liais, mais il importe, dit-il, de prévoir le cas où, ayant besoin de bras pour effectuer ici de grands travaux, les Mésariennes et Gillert, seuls lieux de recrutement qui nous restent, nous seraient fermées.

M. Raoult ne croit pas inutile de faire observer que dans le cas de grands terrassements à faire, l'emploi des Tahitiens, qui sont naturellement portés à des travaux de force, donnerait les meilleurs résultats.

M. Martiny s'associe à la juste de la remarque de M. Liais, mais il importe, dit-il, de prévoir le cas où, ayant besoin de bras pour effectuer ici de grands travaux, les Mésariennes et Gillert, seuls lieux de recrutement qui nous restent, nous seraient fermées.

M. Raoult ne croit pas inutile de faire observer que dans le cas de grands terrassements à faire, l'emploi des Tahitiens, qui sont naturellement portés à des travaux de force, donnerait les meilleurs résultats.

M. Martiny s'associe à la juste de la remarque de M. Liais, mais il importe, dit-il, de prévoir le cas où, ayant besoin de bras pour effectuer ici de grands travaux, les Mésariennes et Gillert, seuls lieux de recrutement qui nous restent, nous seraient fermées.

M. Raoult ne croit pas inutile de faire observer que dans le cas de grands terrassements à faire, l'emploi des Tahitiens, qui sont naturellement portés à des travaux de force, donnerait les meilleurs résultats.

M. Martiny s'associe à la juste de la remarque de M. Liais, mais il importe, dit-il, de prévoir le cas où, ayant besoin de bras pour effectuer ici de grands travaux, les Mésariennes et Gillert, seuls lieux de recrutement qui nous restent, nous seraient fermées.

M. Raoult ne croit pas inutile de faire observer que dans le cas de grands terrassements à faire, l'emploi des Tahitiens, qui sont naturellement portés à des travaux de force, donnerait les meilleurs résultats.

Adopté à l'unanimité, moins M. Cailliet, qui vote contre.
 « 3^o Les patentes existantes seront personnelles à ceux qui les possèdent et ne pourront être transférées. »

Même vote.
 « 3^o L'identité de chaque patente sera établie au moyen d'une carte portant son nom et son numéro, à laquelle sera jointe sa photographie. »

Même vote.
 « 4^o La patente d'un Chinois ayant cessé, pour une cause quelconque (départ, décès, etc.), son commerce ou son industrie, ne sera plus renouvelée en faveur d'un autre. »

Adopté à la majorité de 6 voix contre 4, parmi lesquelles celles de MM. Cardella et Porot, qui sont d'avis de ne laisser l'extinction proposée se poursuivre que jusqu'à concurrence d'un chiffre de patentes à déterminer. Les propositions 5, 6, 7 et 8 sont adoptées également, et à l'unanimité, par le Conseil, sous la forme qui suit, considérée comme les résumant toutes :

« 5^o La loi qui régit les actes et questions des maisons de commerce devra être appliquée également aux Chinois, particulièrement en ce qui concerne les associations et le tenue des livres. »

M. Cailliet, qui a voté pour, désire faire suivre son vote de la mention suivante :

« Purement et simplement. »

M. Martiny tient, de son côté, à ce qu'il soit consigné au procès-verbal que son vote sur les patentes est subordonné à la possibilité pour l'Administration de modifier la législation qui les régit.

Le Conseil se sépare sur deux propositions nouvelles, l'une due à M. Cailliet, l'autre à M. Raoult.

M. Cailliet demande que des mesures d'hygiène soient prises en ce qui regarde la salubrité du quartier chinois.

M. Raoult désirerait que l'Administration se préoccupât de veiller à ce que les débris de tous genres qui encombrant les cours et corridors des magasins chinois, et constituent une menace permanente et cas d'incendie, soient enlevés et jetés aux ordures du service de la voirie.

Adopté à l'unanimité.

L'ordre du jour de la prochaine réunion, qui est fixé à demain mardi 30 du courant, à l'heure habituelle, est arrêté ainsi qu'il suit :

1^o Projet de constitution de la propriété tahitienne (M. Bonet) ;

2^o Diverses propositions de M. Raoult.

La séance est levée.

Pour copie conforme :

Le président, Le conseiller-secrétaire,
 F. CARDELLA. G. MARTINY.

Séance du 20 novembre 1883.

PRÉSIDENCE DE M. CARDELLA.

La séance est ouverte à trois heures.

Sont présents : MM. Cardella, Cailliet, Huet, Martiny, Pai à Vatea, Porot, Raoult, Tibouti à Arato et Virau Brambrige.

Absents : MM. Bonet, Liais, Viénot.

M. Bonet, indisposé, se fait excuser.

Le procès-verbal de la séance du 19 novembre est lu et adopté.

En raison de l'absence de M. Bonet, la discussion du projet de constitution de la propriété tahitienne est, comme la veille, remise à une date ultérieure, et M. Raoult, de qui « Diverses propositions » figurent également à l'ordre du jour de la séance, est pris par M. le président d'en donner communication au Conseil.

M. Raoult donne lecture du rapport qui suit :

PROPOSITIONS DE M. RAOULT INTÉRESSANT : 1^o LE SERVICE DE PARQUET ; 2^o LES DÉTENUÉS ; 3^o LA POLICE ; 4^o LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE CHARGE DE NOTAIRE ; 5^o LE PERSONNEL ADMINISTRATIF DES BUREAUX.

« Messieurs,

« Dans la séance du 5 décembre 1882, le Conseil colonial a émis plusieurs vœux au sujet des réformes à introduire dans le service judiciaire, réformes portant principalement sur : l'abaissement des frais de justice et d'enregistrement ; les privilèges accordés aux défendeurs qui ne sont ni avocats, ni licenciés en droit ; l'amodissement de l'institution du « ca flecheux état de choses ; la séparation du greffe et du notariat ; enfin la création d'une ou plusieurs charges de notaire.

« A ces vœux émis l'année dernière, et dont la plupart n'ont pas encore reçu de solution, je désire apporter quelques adjonctions et en même temps quelques restrictions que je vais avoir l'honneur de vous énumérer successivement :

« 1^o Service du Parquet.

« J'appellerai tout d'abord, Messieurs, votre attention sur le service du Parquet, dont le fonctionnement, en ce qui concerne la durée des préventions, a sérieusement ému la population.

« Je suis, Messieurs, que la matière est délicate, et qu'il n'y faut toucher qu'avec la plus grande circonspection. Néanmoins j'estime qu'il est de ce côté certains détails qui relèvent du sentiment public, et qu'il s'y rencontre des erreurs dont nous pouvons, je crois, demander le redressement. Pour n'en citer que quelques-unes, les justiciables ont vu avec émotion, durant

Les deux années qui viennent de s'écouler, des préventions qui, après avoir varié entre 5 et 12 mois, se sont terminées dans plusieurs cas par des acquittements. D'un autre côté, et comme contraste, chacun se souvient de ce fait que, dans la loi qui a été votée, le syndic et le juge-commissaire ont pu, par un arrêt, et sans la loi qui pourtant est formelle, il me semble, n'a été l'objet d'aucune incarcération.

« Je crois en conséquence, Messieurs, que nous ne saurions mieux remplir en cette circonstance notre mandat qu'en signalant à l'autorité supérieure et à l'Administration de la Justice elle-même des errements dont il serait utile d'empêcher le retour, dans l'intérêt bien entendu des habitants de la colonie et de son budget.

« 2^e Détenu.

« Les détenus sont pour la plupart employés en ville. Je crois que cela ne devrait pas être, et pour deux motifs : le premier, parce que la sécurité publique en peut souffrir; le second, parce que, ainsi que le pensait le dernier Conseil, la place de ces prisonniers est sur les routes et les chantiers publics.

« 3^e Police.

« Ce service laisse beaucoup à désirer; c'est l'impression générale. Il existe, en ce qui le regarde, une foule d'abus dont nous serions, je crois, bien inspirés de demander la surveillance ou la suppression. Ce sont :

- « 1^o Les tapages nocturnes, si fréquents à Papeete et dans la banlieue;
- « 2^o Les upapua, dont l'immoralité n'est plus à démontrer et qui attirent comme acteurs ou spectateurs une foule d'indigènes, qu'elles rendent impropres, à la suite des fatigues et des veilles de la nuit, au travail du lendemain;
- « 3^o Les jeux de cartes, auxquels se livrent en plein jour et publiquement les natifs, soit dans les rues, soit sous les vérandas;
- « 4^o L'allure trop vive dans les rues de Papeete des chevaux et des voitures. — Et, à ce propos, une remarque, Messieurs. Nous avons l'honneur de dire qu'il se produisit quelque grave accident pour prendre des mesures préventives du genre de celles qu'on ne manque jamais d'ordonner le lendemain des incendies;
- « 5^o La salubrité de la ville, qui, un jour ou l'autre, si l'on n'y prend garde, sera compromise par l'amoncellement journalier des immondices et la négligence apportée dans le curage des ruisseaux.

« 4^e Deuxième charge de notaire.

« Je ne suis pas partisan, Messieurs, de créer des places qui ne nourriront pas leur occupant. Or tel serait le cas, selon moi, d'une deuxième charge de notaire à Tahiti; s'il y a assez d'affaires pour faire vivre un seul officier public, on ne peut véritablement pas affirmer que ces mêmes affaires seraient suffisantes pour en faire vivre deux.

« Je n'ignore pas qu'il est des cas où un second notaire est nécessaire, mais il me paraît facile de faire disparaître les inconvénients pouvant résulter de son absence en adjoignant pour ces cas spéciaux seulement, cela va de soi, au notaire titulaire, un notaire suppléant.

« 5^e Personnel administratif des bureaux.

« Ces divers points traités, permettez-moi, Messieurs, puisque l'occasion m'en est fournie, d'aborder, pour finir, un sujet assez délicat, mais dont il faut bien cependant dire quelques mots, car il touche aux intérêts généraux de la localité; laissez-moi vous signaler les économies réelles qu'il nous serait possible de faire sur une partie intéressante de nos dépenses, en entrant résolument dans une voie qui semble tout indiquée. Je veux parler du personnel nombreux trop nombreux des bureaux de notre Administration, et des lourdes charges qu'il nous impose, en absorbant à lui seul près des deux tiers de notre budget. Notre qualité de modifications à cet état de choses.

« L'époque n'est pas encore bien éloignée, Messieurs, ou la colonie, avec un budget autrement faible qu'il n'est actuellement, trouvait cependant le moyen de construire des ponts, des édifices, de faire des routes et de les entretenir. Aujourd'hui, le plus nos crédits augmentent, moins on en consacre aux travaux publics, mais plus on absorbe en revanche d'autres crédits moins urgents et moins justifiés. Aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que notre nouveau Gouverneur ait été si rapidement frappé de cette situation, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même dans son discours d'ouverture de la session. Il est à peine besoin de dire que la plus large part de ces dépenses passe dans le paiement de la solde des fonctionnaires et employés des divers services.

« En conséquence, je crois, et vous serez sans doute de mon avis, Messieurs, que l'on ferait œuvre utile en réduisant un personnel hors de proportion avec nos ressources et plus que suffisant pour assurer la marche des différents rouages de notre Administration. Nombre d'emplois peuvent, il me semble, être supprimés sans qu'il en résulte pour cela le moindre retard dans les affaires locales. C'est par un choix judicieux de ceux à conserver et aux occupants desquels on donnerait alors des appointements sérieux en rapport avec le travail exigé, et non plus de ces maigres allocations qui, dans un pays comme le nôtre, donnent à peine aux malheureux employés qui les perçoivent le pain de chaque jour, c'est-à-dire, par une intelligente distribution de la besogne administrative que l'on pourra certainement espérer, d'un côté, avoir des serviteurs zélés et consciencieux; de l'autre, réaliser des économies sensibles sur nos dépenses budgétaires.

« Telles sont, Messieurs, en substance, les diverses propositions que je désirais avoir l'honneur de vous présenter. Je serais heureux de vous les voir accueillir avec faveur.

Le Conseil examine successivement ces diverses propositions.

1^{er} Service du parquet.

M. Raoult joint, à l'appui de son rapport, une liste des prévenus dont la prévention a dépassé, à sa connaissance, la limite légale de 3 mois. Deux de ces prévenus ont vu leur détention se terminer par un acquittement pur et simple. M. Raoult croit inutile de donner sur son rapport de plus grands développements. Il explique seulement en détail ce qui s'est passé au sujet des bagarriers en question, et dont la non arrestation, dit-il, a causé dans le monde commercial de la place la plus grande anxiété.

M. le président consulte l'Assemblée sur cette proposition de M. Raoult : « Le Conseil est-il d'avis que l'Administration de la justice fasse en vue d'abréger la durée des préventions dans un but d'humanité et d'économie ? » Le Conseil répond affirmativement à l'unanimité.

2^{es} Détenus.

M. Raoult ayant vu que la situation faite aux détenus avait préoccupé l'ancien Conseil, à ce titre d'y revenir cette année, la question restant encore à attendre la solution qui lui convient.

Par suite de cette situation anormale, il s'est produit, dit-il, depuis, de ces faits qui, partout ailleurs qu'à Tahiti, demeureraient inexplicables. Ainsi on a vu des vols commis en ville, et en plein jour, par des détenus, à l'heure où ils cessent d'être sous les verrous.

M. Cardeila demande que les prisonniers cessent d'être employés en ville, pour ne plus l'être qu'aux travaux publics.

M. Cardeila propose de renouveler le vœu de l'ancien Conseil relatif à la création d'un atelier de discipline et à l'emploi des détenus sur les routes et chantiers de travail, en ne laissant servir ailleurs que les detiars.

Adopté à l'unanimité.

M. Cardeila dit qu'il existe un règlement sur le service des prisons, dont on pourrait également demander la remise en vigueur.

M. le président donne lecture de ce règlement, qui porte la date du 16 avril 1866.

M. Raoult émet le vœu que les dispositions qu'il contient et qui interdisent de faire travailler les détenus au-delà des ponts de Paituia et de l'Uraniu, soient abrogées ou modifiées dans le sens du travail au dehors.

M. le président met aux voix la remise en vigueur du règlement du 10 avril 1866, avec les modifications proposées par M. Martiny. Elle est adoptée à l'unanimité.

3^e De la police.

1. TAPAGES NOCTURNES.

M. Raoult expose dans ce qui regarde la répression de ces délits, comme du reste en général dans tous les services qui lui incombent, la police un véritable état de choses qui n'est qu'une incurie inqualifiable. On laisse les gens ivres se disputer, se battre, ou chanter et danser jusqu'à des heures très-avancées de la nuit, et cela en pleine ville, dans des quartiers ou les voisins ne demanderaient pas mieux qu'on les laissât dormir.

On pourrait, croit M. Raoult, prier l'Administration d'exiger des agents de la police un peu plus de dévouement.

M. Martiny estime que la répression dans la ville des tapages nocturnes devrait être étendue aux campagnes.

D'autre part, puisqu'il est question de contraventions de police, dit-il, il serait particulièrement aisé de voir disparaître de l'intérieur de l'enceinte les porcheres qui répandent aux alentours une puanteur si désagréable et peuvent devenir une cause de peste. On élève des porcs en pleine ville; et malgré des arrêtés locaux qui interdisent ces élevages, la police laisse faire; on croirait qu'elle ne voit rien.

Si de la ville on passe aux campagnes, ajoute M. Martiny, on constate également qu'elles ne sont pas mieux surveillées. On y vole, on y pille de tous côtés impunément. Il est impossible de conserver des fruits, des végétaux, à moins de passer la nuit à faire le guet, l'arme au bras. Cette situation ne peut vraiment se prolonger.

Le Conseil s'associe aux motifs de MM. Raoult et Martiny et demande que la police fasse son devoir.

2. UPAPIA.

M. Raoult fait observer qu'on abuse des upapua. Il y en a partout, dans tous les coins, et lorsqu'elles se prolongent au-delà de dix heures, et que arrive souvent le repos des habitants en souffre. Il faudrait sinon les supprimer tout-à-fait, tout au moins les soumettre à des autorisations spéciales qu'on espacera de loin en loin.

M. Cardeila se déclare partisan de la suppression complète, pour la ville, des upapua. « Il est sûr que transportés en dehors de l'enceinte, il ne s'y opposera pas.

M. Martiny dit que ce qui était considéré autrefois comme un divertissement est, grâce à des encouragements pécuniaires, souvent partis de personnes très-haut placées, et regrettables à constater, devenu une industrie. On voit, tous les soirs, des amateurs jeter au milieu du cercle des danseurs, des sables d'argent, en manière de stimulant, comme on jette des gros pots aux sallimbanques de la foire pour les engager à recommencer leurs sautés excentriques. On en viendra bientôt ici, si cela continue, ajoute-t-il, à attendre aussi celles que la somme demandée ait été complétée, avant de passer à de nouveaux entrechats. C'est ainsi, conclut M. Martiny, qu'on détourne du travail, en payant leur salaire, des gens qui ne sont que trop portés à ne rien faire.

M. Martiny s'élève, d'autre part, contre la fréquence et la durée des réu-

niens publics, de se faire entendre, religieux, ont lieu trois fois par semaine et se font avec intérêt. Les fidèles qui assistent en famille à ces réunions, font dans un but fort louable, ne sont jamais rentrés chez eux sans un bon résultat des fatigues qui leur rendent pénibles et quelquefois même impossibles les travaux du lendemain. Il serait donc bon que ces conférences fussent limitées à la soirée du dimanche seulement, et jusqu'à 10 heures.

M. Thioni a Aralo est d'avis de réglementer les upaupa comme l'est la famille locale.

M. Cailliet est pour le maintien de la upaupa jusqu'à 10 heures du soir.
M. Cailliet, qui a besoin de s'absenter, se retire en priant le Conseil de vouloir bien l'excuser.

M. Ponoï. — « Messieurs, voici quelle est mon opinion : il faut supprimer la upaupa ; elle est indécente et immorale.

Il serait aussi d'avis que des mesures fussent prises pour écarter du kiosque, lorsqu'il y aura musique, les filles de mauvaise vie et les jeunes garçons, dont les ébats turbulents et l'attitude suspecte ou intéressée l'accès aux familles, lesquelles sont privées par là d'une distraction agréable dont elles jouiraient très-volontiers.

Je me demande, Messieurs, ce qu'on ferait en France si les obscénités qui sévissent sur nos promenades s'y produisaient aussi ?

M. MARTINY. — En France, Monsieur Ponoï, quoique ce permet publiquement des attachements du genre de ceux contre lesquels vous récriez est immédiatement cotifé, avec une bonne prévention d'attentat aux mœurs sur les bras.

M. Ponoï. — « Eh bien ! je désire que l'on fasse ici comme en France ! »

Après délibération, le Conseil émet le vœu que la upaupa soit supprimée et que des mesures de police soient prises pour rendre abordable aux familles de la ville, les soirs de musique, la place du Gouvernement ».

A ce vœu, M. Martiny propose de joindre le suivant :
« Et qu'aucune réunion publique, quelle qu'elle soit, ne puisse être prolongée au-delà de 10 heures du soir, sans une autorisation spéciale. »

Adopté.

B. JEUX DE BOUCHON.

Le Conseil s'associe à la proposition de M. Raoulx de faire cesser ces jeux sous les vérandas et dans les rues.

M. Pui a Vetea propose aussi de défendre les jeux de bouchon, qui empêchent les enfants d'aller à l'école.

Adopté.

A. ALLÉER TROP VIVE DES CHEVAUX ET DES VOITURES.

Le Conseil demande contre les contraventions de ce genre l'application rigoureuse de la loi, attendu que, de ce côté, existent des abus dont tout le monde se plaint et auxquels il est temps de mettre ordre.

Il demande aussi d'exiger des parents qui les gardent mieux leurs jeunes enfants, qui courraient sans être accompagnés sur la voie publique, au risque d'être écrasés.

M. Poroï serait désireux de voir interdire la circulation dans les rues aux voitures chargées de femmes ivres.

Adopté.

S. HYGIÈNE ET SALUBRITÉ.

M. Bambridge, en réponse aux propositions de M. Raoulx à ce sujet, dit que les cuisines des Chinois répandent une odeur infecte, et que les vieilles baraques qu'ils habitent ne devraient pas être tolérées au centre de la ville.

M. le président croit devoir signaler au Conseil les dangers que font courir à la salubrité publique les troupeaux de cochons qu'on élève dans l'intérieur de l'enceinte. Il n'est pas admissible qu'un tel état de choses puisse durer ; la population s'en émeut, et s'il survient une épidémie, elle pourrait reprocher à ses représentants de n'avoir rien fait pour la prévenir.

Le Conseil s'associe aux motions de MM. Bambridge, Raoulx et Gardella.

Défense en Justice.

M. Martiny demande la parole.

Avant que M. Raoulx passe aux propositions relatives à la création d'une deuxième charge de notaire, M. Martiny, si M. Raoulx veut bien le permettre, désire qu'une question qui, au dernier, a été traitée dans la même séance soit l'organisation du notariat et qui doit, selon lui, la précéder, soit examinée tout d'abord. Il veut parler du vœu émis l'année dernière par le Conseil au sujet de la défense en justice, vœu qui n'a reçu aucune suite. Il lui paraît surtout que le Conseil venait bien y revenir, avant de s'occuper du notariat, auquel cas il pourrait donner cette à l'expression de ses desirs la forme suivante :

« Le nombre des défenseurs est illimité. Toute personne honorable, munie du diplôme de licencié en droit ou du titre d'avocat, de défenseur, d'avoué, d'argé, ou qui justifiera d'un stage de 3 ans dans une étude d'avoué, pourra se faire inscrire les fonctions.

« En outre, toute personne honorable pourra, à la condition de ne pas s'écarter du respect dû à la majesté de la justice, défendre les causes qui lui seront confiées devant les tribunaux, jusqu'à la constitution d'un barreau à Tahiti.

M. Martiny croit devoir ajouter que cette réforme profitera surtout aux familles tahitiennes, obligées à des frais qui excèdent leurs ressources lorsqu'elles ont recours à des défenseurs. Elle ne masquera pas de recevoir d'elles un accueil empressé, et contribuera sans aucun doute à rapprocher de nous les indigènes, à faire cesser la défiance que leur inspire la loi française, dont elle leur rendra l'accès facile et peu dispendieux.

M. Pui a Vetea est de l'avis de M. Martiny. Il trouve juste qu'un ami puisse

plaider pour un ami, et ce que M. Martiny vient de dire est l'exacte vérité : la réforme qui il propose dispersera les sentiments défianciaux que ses compatriotes gardent encore contre la législation française, et qui l'ont d'autant originaire que la peur non de la loi elle-même, mais de ses avocats.

M. Pui donne lecture d'une dépêche du Ministre, au Commandant de Tahiti en date du 27 mars 1876, qui a trait aux réclamations reconnues fondées de la feue Reine au sujet de l'incompétence des tribunaux français en matière de terres habillées.

M. Poroï se dit heureux de ce que M. Pui ait donné communication de cette dépêche au Conseil. Elle vient à point pour protester contre les interprétations qui se perpétuent encore de nos jours. « Il n'y a pas huit jours, ajoute M. Poroï, qu'une affaire qu'on a prétendu être de partage a été jugée par les tribunaux français et dans laquelle les droits résultant de nos mœurs et de nos coutumes ont été mal interprétés. Si l'on continue à agir ainsi, termine-t-il, la méfiance qu'on nous reproche ne disparaîtra pas de nos esprits, cela est bien certain, car nous ne demandons pas seulement des paroles, mais des actes. »

M. le président propose de mettre aux voix la proposition de M. Martiny, scindée en deux paragraphes.

Ils sont adoptés successivement tous les deux à l'unanimité.

Séparation du greffé et du notariat.

M. Martiny propose au Conseil de se prononcer une deuxième fois sur cette séparation. L'ancienne assemblée l'a déjà demandée, mais ses desirs à cet égard sont restés sans effet.

A l'unanimité, le Conseil renouvelle le vœu émis l'an dernier.

La prochaine réunion est fixée à demain mercredi 21 courant, à l'heure ordinaire.

Ordre de jour : 1^o Propositions de M. Raoulx (suite) ; 2^o Missions coloniales (crédit de 10,000 fr.) ; 3^o Proposition de M. Thioni sur la vente du poisson au marché de Papeete.

La séance est levée.

Pour copie conforme :

Le président : F. CARDELLA. Le conseiller-secrétaire : G. MARTINY.

Séance du 21 novembre 1883.

PRÉSIDENCE DE M. CARDELLA.

La séance est ouverte à 8 heures.
Sont présents : MM. Cardella, Huot, Martiny, Pui a Vetea, Poroï, Raoulx, Thioni a Aralo et Vinu Bambridge.

Alcôtes : MM. Bonnet, Cailliet, Linau et Vénier.

Le procès-verbal de la séance du 20 novembre est lu et adopté.

M. le président invite M. Raoulx à vouloir bien reprendre la suite des propositions qu'il a soumises au Conseil dans la dernière réunion.

EXAMEN DES PROPOSITIONS DE M. RAOULX (suite).

« Au sujet de la création d'une nouvelle charge de notaire.

M. Raoulx donne de nouveau lecture de cette partie de son rapport, et développe les idées qui y sont exposées.

M. Martiny demande la parole pour répondre à M. Raoulx.

M. Martiny. — Messieurs, la proposition que vient de vous faire M. Raoulx d'un notaire suppléant qui serait adjoind, dans les cas urgents, au titulaire, pourrait faire croire que son auteur ne s'est pas rendu un compte exact de ce que sont véritablement les fonctions d'un notaire, fonctions délicates, dont il serait imprudent de revêtir le premier venu.

« Je m'explique.

« Si l'on se s'agissait de dresser des actes, de leur donner une forme authentique et légale, il serait possible, peut-être, de confier ce soin à un fonctionnaire ad hoc, qui, avec un peu d'habitude et le manuel sous les yeux, ferait la besogne d'une manière satisfaisante, très-probablement.

« Mais, est-ce bien en cela seulement que consistent les fonctions du notaire, et ne faut-il donc voir en lui qu'une machine plus ou moins perfectionnée ? Ce n'est pas mon opinion, et ce n'est pas non plus celle de juristes éminents, parmi lesquels je pourrais citer le conseiller d'Etat fiscal, qui a défini de la façon magistrale qui suit les fonctions du notaire (DALLOZ, vol. 32, p. 278).

« Une quatrième institution est nécessaire à côté des fonctionnaires qui concilient et jugent les différends. La tranquillité appelle d'autres fonctionnaires qui, conseils désintéressés des parties, assurent bien que redacteurs impartiaux de leurs volontés, leur faisant connaître toute l'étendue des obligations qu'elles contractent, religieuses ces engagements avec clarté, leur donnant le caractère d'un acte authentique et la force d'un jugement en dernier ressort, perpétuant leur souvenir et enserrant leur dépôt avec :

« fidélité, empêchent les différends de naître entre les hommes de bonne foi, et enlèvent aux hommes cupides, avec l'espoir du succès, l'envie d'élever une injuste contestation.

« Ces conseils désintéressés, ces rédacteurs impartiaux, cette espèce de juges volontaires qui obligent irrévocablement les parties contractantes.

« Or les conseils désintéressés, ces rédacteurs impartiaux, je vous le demande, Messieurs, pouvons-nous espérer les trouver dans un fonctionnaire ad hoc, instable et, par suite, indifférent ? Trouverions-nous en lui ce con-

« Je suis toujours constant, cet ami qui nous assiste dans tous les actes essentiels de la vie jusqu'au lambeau, et qui, même après notre mort, veille avec sollicitude à l'exécution de nos dernières volontés ? »

« Vous avez déjà fait la réponse, Messieurs : nous ne l'y trouverions pas. De quelle utilité réelle, en effet, pourrait nous être un officier public qui bénéficierait d'un acte, puis renfermerait dans la coulisse ? Un huissier, un procureur quelconque nous rendrait le même office.

« Ce n'est évidemment pas ainsi que vous envisagez une institution qui, née sous saint Louis, a traversé les siècles, et a vu passer les révolutions d'un côté d'elle sans en ressentir dans son principe originaire la moindre atteinte.

« Je demande un deuxième notaire, Messieurs, pourquoi ? Parce que je désire être exactement renseigné sur mes droits, et qu'un fonctionnaire du rencombre, qui apparaîtrait un jour pour disparaître le lendemain, n'aurait jamais

« Je le demande, parce que si l'intérêt public et la raison l'exigent, la loi, de son côté, nous en fait un devoir ; l'article 31 de la loi du 23 ventôse an XI établit, en effet, qu'il doit y avoir deux notaires au moins, et cinq au plus, par chaque arrondissement de justice de paix. »

« M. MARTINY s'étend sur les avantages que procurera la création d'un deuxième notaire, non d'un fonctionnaire du genre de celui que désire M. Raoulx, mais d'un officier public sérieux, stable, ayant étudié à lui, il fait ressortir la nécessité de deux titulaires, au point de vue de deux choses très importantes, où les parties adverses ne sauraient espérer trouver dans un seul fonctionnaire un conseiller également désintéressé pour chacune d'elles, en cas aussi de testaments, de vente d'immeubles, où la position d'un notaire unique devient insoutenable, car ses divers clients peuvent lui demander de dresser des actes s'annulant les uns les autres, et enfin, et surtout, au point de vue de la diminution du nombre des contestations, des procès, qui sont aujourd'hui la plaie de notre pays. »

« Et il ajoute, en réponse à l'argument de M. Raoulx qui est basé sur ce que deux notaires ne vivront pas à Tahiti, et qu'il serait par conséquent mauvais de créer un deuxième charge :

« M. Raoulx fait erreur : un deuxième notaire vivra, et j'ajouterais même que, loin de nuire au premier, il favorisera le développement de ses affaires. On emploiera davantage le notaire quand il y en aura deux. Ces deux officiers publics suppléeront les deux titulaires, au point de vue bien des cas.

« D'ailleurs, Messieurs, en mettant les choses au pire, en supposant même que ce nouveau fonctionnaire ne ferait pas assez d'actes pour pouvoir se suffire, l'intérêt qui s'attache à la fondation de sa charge est, selon moi, si puissant, qu'il y aurait lieu, plutôt que d'y renoncer, de lui venir en aide, s'il le fallait, au moyen d'une subvention. Mais, encore une fois, je ne crois pas que cela soit à craindre, l'observation et le partage des terres des indigènes, qui probablement sont prochains, étant une source assurée de multiples, qui certainement ne seront pas sans intérêt, pour un notaire révoqué peut-être, dans un avenir qui n'est pas éloigné, serons-nous les premiers à trouver que deux notaires ne suffisent plus et on demanderait nous quatre ou cinq. »

« M. RAOULX. — Messieurs, ce projet proposé à M. Martiny aurait sa raison d'être en France, où l'on se sert souvent du notaire, où chacun à le sien, aussi petit propriétaire foncier que l'on soit ; mais ici, à Tahiti, dans un pays neuf, il en est autrement. La population est si peu nombreuse, que cent cinquante notaires suffisants pour faire vivre deux notaires. Or c'est un principe chez moi, dont je ne me départirai jamais, de n'admettre que les emplois qui peuvent nourrir leurs occupants.

« M. MARTINY. Messieurs, vous dit qu'il est impossible à un notaire unique, aussi honnête soit-il, de concilier avec un égal désintéressement les parties adverses d'un contrat. L'observation est juste, mais on peut y répondre ainsi : Vous avez ici des hommes de loi, à défaut de notaires ; ils sont à même de vous donner tous les renseignements désirables ; pourquoi, dans un cas semblable, ne vous adresseriez-vous pas à eux ?

« Il existe malheureusement ici, Messieurs, une tendance regrettable, laquelle consiste à vouloir faire grand dans une colonie qui est à peine naissante ; nous devons régir contre elle. Un de ses résultats déjà est de nous avoir mis sur les bras un personnel nombreux, hors de proportion avec nos besoins et nos ressources. Je ne sais pas que, dans le cas qui nous occupe, nous devions, ayant depuis longtemps sujet de nous en plaindre, encourager cette tendance vraiment trop marquée. »

« M. MARTINY. — Je désirerais que M. Raoulx comprit bien pourquoi je m'oppose à l'adjonction au notaire titulaire d'un simple suppléant. Le suppléant ne remplirait pas le rôle que nous devons poursuivre et qui est, je l'ai déjà dit, le dépôt en mains sûres de nos plus chers intérêts. Quelle confiance veut-il qu'on puisse avoir dans un notaire de passage, qui ne serait placé dans aucune des conditions pouvant permettre de le choisir pour confident secret ?

« M. RAOULX me répond : Prenez conseil d'un homme d'affaires ! Certes, je ne veux pas médire des hommes d'affaires, et je ne demande pas mieux que de croire qu'ils ne m'entraîneraient pas toujours dans des procès, mais enfin il m'est bien permis de dire qu'un notaire répondrait mieux à l'idée que je me fais d'un dépositaire de nos titres et de nos fortunes.

« M. Raoulx parle aussi d'emploi. Le notaire n'est pas un emploi, qu'il me permette de le lui dire, mais une fonction. Le notaire ne peut occuper d'emploi salarié ; c'est précisément une des raisons légales qui exigent la séparation du greffe et du notariat déjà demandée.

« L'utilité d'un deuxième notaire est incontestable ; elle s'impose ; l'on considère que dans un avenir prochain l'enorgueillement des terres rendra la création d'une nouvelle étude indispensable. J'espère que les considérations politiques qui ont empêché jusqu'ici l'autorité locale de donner suite

aux vœux de l'ancien Conseil au sujet de l'établissement de la propriété désiraient, et que les grands propriétaires terriens du pays comprendront alors la nécessité où ils sont de confier au notaire le dépôt de leurs titres et de la direction de la gestion de leurs biens. J'espère aussi qu'ils s'empresseront de rechercher les conseils toujours gratuits d'un fonctionnaire dont la mission sera de veiller à leurs intérêts, qui pourra faire leurs partages, les aider dans la transmission de leurs propriétés, et qui est, en définitive, dans l'Etat social, un de ces rouages dont il est impossible de se passer.

« Je demande donc instamment au Conseil de voter avec moi la création d'un deuxième charge de notaire. »

« M. Raoulx réplique qu'un notaire suppléant rendra les mêmes services qu'un deuxième notaire. Il faut laisser, dit-il, les affaires se développer avant de parler d'un deuxième étude. Plus tard, on verra. D'ailleurs il n'admet pas de fonctions, a-t-il dit, qui ne donnent pas de quoi vivre à ceux qui les remplissent. Ce qu'il dit pour le notaire, il l'appliquera également à toute autre profession, médecin, pharmacien, charpentier ou maçon.

« M. Martiny proteste contre la théorie de M. Raoulx, qui conduirait à l'adoption d'une législation spéciale et obligerait à limiter le nombre des industries et des patentes. M. Martiny n'admet pas qu'on puisse s'opposer à l'établissement dans le pays d'un médecin ou d'un pharmacien qui désiraient venir s'y fixer, sous le simple prétexte qu'ils n'y pourraient faire face à leurs affaires. Il lui semble impossible de s'arrêter à une telle idée. Les intérêts particuliers passent, dit-il, après l'intérêt général, et si les membres du Conseil sont convaincus que dans la fondation d'un deuxième charge de notaire il y a une question d'intérêt public, ils n'hésiteront évidemment pas à le réclamer. Dussent deux hommes, dussent dix hommes souffrir de leurs intérêts privés, si ses souffrances qu'il déplorera devoir apporter des bénéfices à la masse, il n'y a pas lieu, croit-il, de s'en préoccuper.

« M. RAOULX. — « Personne encore n'a souffert de l'état actuel. Je ne vois pas pourquoi on le changerait. »

« M. MARTINY. — Messieurs, vous appréciez, vous verrez si les arguments qui sont fournis par M. Raoulx sont de nature à vous faire revenir sur votre vote de l'an dernier. »

« M. PAI-VÉTO demande à M. Martiny quelles explications : Ce deuxième notaire serait-il pour les districts ou pour Papeete ?

« M. Martiny fournit avec l'aide de M. Poroi, qui les traduit, tous les renseignements que lui réclame son collègue.

« M. Raoulx fait remarquer à M. Pai, à qui M. Martiny vient de parler des conseils gratuits que donnent les notaires, que ces conseils ne sont gratuits que pour leurs clients ; il ne faut pas qu'il s'y trompe, et croie qu'on puisse se présenter chez un de ces fonctionnaires, le questionner et prendre son avis, puis s'en aller sans bourse délier. Ces messieurs, comme tous les hommes d'affaires, ne travaillent pas pour rien. Et il est vrai, en effet, que le client ne paie pas les conseils du notaire, il fait bien dire, dans l'intérêt de la vérité, que par ses conseils il fait un bien plus grand que par ses actes. »

« M. Martiny reconnaît la justice de l'observation de M. Raoulx, mais lui fait observer que le notaire fait prêter ses actes et non ses consultations, tandis que le médecin ne fait prêter les deux.

« M. le Président, ayant de passer au vote sur les propositions de M. Raoulx, explique aux membres habituels ce que serait le notaire suppléant que M. Raoulx demande, une sorte de doublure du notaire actuel, et en quoi ses fonctions diffèrent de celles du titulaire proposé par M. Martiny.

« Les propositions de M. Raoulx sont mises aux voix sous la forme qui suit :
 1° Maintien d'une seule charge de notaire ;
 2° Nomination d'un notaire ad hoc pour suppléer le titulaire en cas d'empêchement. »

Elles sont rejetées à la majorité de 6 voix contre 2.
 Le Conseil renouvelle son vote de l'an dernier.

5. Personnel administratif des bureaux.

« M. Raoulx donne lecture de cette partie de son rapport. Puis il ajoute qu'il a dernièrement trouvé dans un des numéros de l'Annuaire des colonies et de la marine du 19 août 1883, un article qui vient à l'appui de ses dires. Cet article a trait à l'existence insupportable que même à Tahiti l'auxiliaire civil du commissaire, obligé d'y vivre avec les appointements dérisoires de 2,100 francs. Il se termine, dit-il, par ces mots :

« Un peu plus aux petits, un peu moins aux grands, Monsieur le Ministre, avez pitie d'eux. »

« M. RAOULX. — J'ajouterais à cela : Un peu plus pour tous, mais diminuez le nombre. »

« M. Martiny trouve la proposition de M. Raoulx très raisonnable, mais il croit qu'il serait bon, avant d'y donner suite, de faire préalablement dans les divers services une enquête qui permettrait de voir sur quel personnel pourraient porter les réductions.

« M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que M. Raoulx émet là un vœu général, tout en se réservant de discuter les chiffres quand viendra l'examen du budget. »

« M. RAOULX. — C'est cela, Monsieur le Président. »

« M. MARTINY. — Mais notre budget compte des dépenses de natures différentes : les unes sont obligatoires, les autres facultatives. Nous pourrions émettre le vœu de voir diminuer les premières dont le chiffre est fixé par le Ministre ; quant aux dernières, elles nous regardent. »

« M. RAOULX. — C'est sur l'ensemble que je désire voir apporter des économies. »

« M. MARTINY. — A Parfaitement ; mais il n'en est pas moins vrai que votre vœu, Monsieur Raoulx, ne pourra être réalisé qu'à la suite d'un accord entre le Ministre et le Comité des finances, le premier, souverain en ce qui

regardé les 3 classes d'habitants, le second, souverain également, mais va-t-il des dépenses habituelles.

M. Huat formule aussi son avis sur son opinion :

« Le conseil de l'avis de M. Raoulx si l'on pouvait trouver des employés capables de remplir en tous les divers emplois dont on priverait une partie des habitants actuels. »

« Le travail serait peut-être mieux fait, étant données la compétence et la supériorité intellectuelle que l'on serait en droit d'exiger de ces employés. »

« Mais, d'un autre côté, je trouve que la suppression de l'emploi, et par conséquent de la solde de ces petits employés pour augmenter celle des gros, serait un singulier moyen de les faire vivre plus facilement. »

« Il faut un commencement et un apprentissage en tout ; les petits employés ne peuvent donc être créés entièrement ; il ne faut pas leur retirer l'esprit d'attachement, et ils ne peuvent du reste exiger une solde supérieure au travail que l'on exige d'eux. Il est bien entendu que je ne veux pas dire par cela que l'on conserve les inutiles ou incapables. »

M. RAOUX. — « M. Huat, je crois, ne m'a pas compris. Il n'entre nullement dans ma pensée de renvoyer les petits employés, mais bien, dans un but d'économie, d'éliminer les inutiles, tout en augmentant les salaires de ceux reconnus indispensables. »

M. Raoulx, mis aux voix, est adopté à l'unanimité. M. Huat la vote sous le bénéfice des réserves plus haut formulées.

Missions coloniales. — Crédit de 10,000 francs.

L'ordre du jour appelle l'examen d'un crédit de 10,000 fr., que le Ministre se propose d'allouer, sur le chapitre V du budget colonial, à la colonie de Tahiti, sous la mention « Missions coloniales. »

Le Conseil est consulté sur l'emploi qu'il conviendrait d'en faire et le plan de la mission à laquelle ladite somme devrait être affectée pour l'exercice 1884.

M. le président donne lecture des différents documents qui se rattachent à cette communication, entre autres d'une dépêche de M. le Gouverneur des Esclaves au Ministre, en date du 13 septembre dernier, dans laquelle le Chef de la colonie indiquait, comme le meilleur usage à faire de la subvention, de l'appliquer au paiement des frais de déplacement d'un ostréiculteur à envoyer dans la colonie.

M. Martiny estime, en effet, que ce crédit de 10,000 francs, employé à payer un ostréiculteur, qui y consacrerait tout pour perfectionner la culture de la naore dans les divers rhyphes, recevrait une utile destination.

Ce n'est pas, dit-il, la première fois que cette question de protection de l'industrie apparaît : elle a fait l'objet des préoccupations de divers conseils, mais jusque ici tous les moyens dont on a conseillé l'emploi pour protéger les essis de culture tentés sur nos récifs, notamment à Arue, n'ont pas été mis en pratique, soit par suite d'oubli, soit pour tout autre motif. On avait demandé que des mesures fussent prises pour empêcher les pêcheurs indigènes de promener sur les récifs ou élanter les parcs leurs sacs de noix de huta ou de hura qui empoisonnent le poisson ; il n'a rien été.

De nos jours, ajoute M. Martiny, à Toahotu, on voit cultiver à la fois l'huile de perlière et l'huile comestible, on fait mieux que de promener sur les bancs des noix de huta, on vole les huiles, tout simplement.

M. Martiny demandera au Conseil, puisque l'occasion s'en présente, de prier l'Administration, afin d'assurer au moins aux propriétaires de ces parcs les produits de leurs cultures, de prendre les mesures de protection que cette situation réclame.

M. le président consulte le Conseil. Le Conseil est-il d'avis :

« 1° De s'associer à la proposition du Gouverneur de consacrer la subvention de 10,000 francs offerte à la colonie à l'étude des moyens de reproduction et de perfectionnement de la pintadine ? »

« 2° Que des mesures de protection soient prises afin de faire cesser la pêche au large de Tahiti à l'aide du huta et du hura ? »

Le Conseil répond affirmativement à l'unanimité.

Propositions Tiboni : Vente du poisson au marché de Papeete.

M. Tiboni a Arato déposé sur le bureau les propositions suivantes :

M. TIMONI. — « Messieurs, d'après le désir formulé par M. le commissaire-adjoint de la police au sujet de son service de surveillance du marché de Papeete, je propose au Conseil colonial de demander à l'Administration de vouloir bien, pour le bon ordre et pour faire disparaître les disputes fréquentes entre les vendeurs et acheteurs, faire entourer l'endroit où l'on vend du poisson, de manière à ce que les acheteurs n'aient pas dans l'intérieur dudit endroit, qui doit être réservé seulement aux vendeurs ; les acheteurs doivent, pour faire le marché, rester en dehors, payer de sa main et recevoir le poisson. »

« De même pour le transport du poisson au marché. Les poissons doivent être mis dans des sacs, avec adhésives aux propriétaires de les en sortir avant d'arriver au marché ; arrivés là, ils étaleront leurs poissons sur des barres à ces destinées. »

« En outre, je demanderai que les droits du marché soient affichés également sur la place dans les deux langues française et tahitienne ; car un autre but cherché parmi les indigènes, qui prétendaient avoir été mal imposés par ledit fonctionnaire. »

M. le président propose de les résumer ainsi :

« 1° Faire un entourage au marché au poisson. »

Adopté.

M. Martiny, tout en s'associant à cette mesure, regrette que la négligence de la police en rende l'exécution nécessaire, négligence qui se comprend d'autant moins que le poste est la tout près.

« 2° Affichage dans les deux langues française et tahitienne des tarifs du marché révisés. »

Cette question est réservée, et renvoyée à la session du Comité des finances, le Conseil, après délibération, ayant reconnu les difficultés qui se rattachent au mode d'application des tarifs énoncés.

Lettre du conseil de district de Taaitira.

M. le président prie M. Poroi de traduire une lettre que lui adressent les conseillers du district de Taaitira.

Les conseillers y exposent qu'à la suite d'une convention passée entre M. le Directeur de l'intérieur et le chef, on se propose d'appeler les habitants à travailler à la route de Taravao, sans leur laisser espérer de salaires. Or, s'ils ne demandent pas mieux que d'entretenir les routes jusqu'à concurrence des prestations qu'ils doivent, ils ne croient pas qu'on puisse exiger d'eux, sans les payer, le travail aux ouvrages neufs.

M. le président propose de renvoyer cette lettre à l'Administration, qui lui donnera la suite qu'elle jugera convenable.

M. Martiny approuve ce renvoi, mais il croit que le Conseil peut d'ores et déjà rassurer les habitants de Taaitira, en leur faisant connaître qu'on ne peut légalement exiger d'eux, sans salaires, que les travaux des prestations. Le Conseil s'associe à la proposition de M. Martiny et décide le renvoi à l'autorité locale de la lettre du district.

Enfin M. le président communique au Conseil un cahier des charges pour l'exploitation du service postal entre les Établissements français de l'Océanie et San Francisco : 1° par bâtiments à voiles ; 2° par bâtiments à vapeur.

Mais, vu l'heure avancée, il propose d'en remettre l'examen à la prochaine réunion, qui aura lieu demain jeudi 22 novembre, à l'heure habituelle. La séance est levée.

Pour copie conforme :

— Le président, Le conseiller-secrétaire,
F. CARDELLA. G. MARTINY.

Séance du 22 novembre 1883.

PRÉSIDENCE DE M. CARDELLA.

La séance est ouverte à trois heures.

Sont présents : MM. Cardella, Huat, Martiny, Pai à Vetea, Poroi, Raoulx et Viran Sambrido.

Absents : MM. Bonet, Caillot, Lisit, Tiboni à Arato et Yiénot. — MM. Bonet, Caillot, Lisit et Tiboni à Arato se font excuser.

Le procès-verbal de la séance du 11 novembre est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen de deux projets de —

Cahier des charges pour l'exploitation du service postal entre les Établissements français de l'Océanie et San Francisco : 1° par bâtiments à voiles, du 1^{er} juillet 1884 au 31 décembre 1886 ; 2° par bâtiments à vapeur.

M. le président donne lecture du cahier des charges pour bâtiments à voiles.

L'article 5 donne lieu de sa part aux observations suivantes :

« Ajouter à ces mots qui terminent l'article : sera déclaré provisoirement adjudicataire le commissaire dont l'offre aura été reconnue la plus « avantageuse », ceux-ci : l'adjudication ne sera définitive qu'après approbation du Gouverneur en Conseil. »

M. Martiny dit :

« Il est désirable que le cahier des charges soit publié à San Francisco, Sydney, Auckland et en Nouvelle-Calédonie, afin d'appeler la concurrence. »

« La commission devra s'assurer si les moyens de sauvetage à bord de ces bâtiments sont suffisants. Ceux-ci doivent avoir sur les porte-manteaux, tri-bord et babord, une embarcation de sauvetage munie d'appareils qui la rendent insubmersible. Outre les bouées de jour et de nuit, il est nécessaire que des ceintures en liège soient mises bien à la portée de tous. Les autres doivent aussi être pourvus d'appareils contre l'incendie. »

« La commission devra déterminer la dimension de la partie du pont qui devra être laissée libre pour les passagers. Elle verra à ce qu'un endroit soit réservé pour loger la correspondance, cela placée à l'abri du feu et dans un compartiment étanche fermant à clef. »

« Chaque bâtiment postal devra avoir à son bord une caisse de médicaments. »

« Sous aucun prétexte, les provisions de chambre ne pourront être arrimées dans les cabines des passagers ; aucun fret quelconque n'y sera placé, la cabine ne fut-elle occupée que partiellement. »

« Enfin il est absolument indispensable que les matières inflammables, telles que les caisses de schiste, soient soigneusement écartées des cuisines, ce qui n'a pas toujours lieu, car il arrive souvent que celles-ci sont entourées comme d'une cuirasse. »

M. RAOUX. — « Il est à désirer que le consul de France à San Francisco soit prié de veiller à ce que ces faits ne se reproduisent plus. »

M. Martiny donne lecture du cahier des charges pour bâtiments à vapeur.

Les articles en sont successivement lus sans provoquer d'observations.

Le Conseil s'associe aux recommandations ci-dessus de M. Martiny et émet le vœu qu'elles fassent l'objet d'une addition au règlement intérieur à intervenir entre l'Administration et le futur adjudicataire. Le Conseil prie également l'autorité locale de tenir la main à l'observation scrupuleuse des clauses et conditions du marché.

La prochaine réunion est fixée à demain vendredi, 23 du courant, à l'heure habituelle. Ordre du jour : Discussion du projet de constitution de la propriété de M. Bonet.
La séance est levée.

Pour copie conforme :

Le président, Le conseiller-secrétaire,
F. CARDELLA. G. MARTINY.

Séance du 25 novembre 1883.

PRÉSIDENCE DE M. CARDELLA.

La séance est ouverte à trois heures.

Sont présents : MM. Cardeilla, Bonet, Caillet, Huot, Martiny, Pai à Vetea, Poroi, Raouhi, Thioni à Arato et Virau Bambridge.

Absents : MM. Liari et Vétou.

Le procès-verbal de la séance du 22 novembre est lu et adopté. M. Thioni à Arato demande toutefois qu'il soit fait, en ce qui concerne ses observations sur le projet de constitution de la propriété de M. Bonet, une petite rectification au procès-verbal de la séance du 17 novembre. Elle porterait sur ceci : il faudrait au lieu de : « Messieurs, ce qui m'a frappé encore dans les opérations de M. Bonet, c'est le retout du terrain gagné par l'opposant au déclarant au bout de cinq ans, » lire : au bout de cinq mois ; c'est ce qui avait vu dire.

Le Conseil accueille cette rectification, et décide qu'elle sera mentionnée au procès-verbal.

L'ordre du jour appelle la discussion du —

PROJET DE M. BONET DE CONSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ TAHITIENNE.

M. le président expose que les observations que M. Bonet avait provoquées sur son projet lui ayant été faites dans une précédente séance, il lui donnera la parole s'il désire y répondre.

M. Bonet prend la parole.

M. BONET. — « Messieurs, j'examinerai dans l'ordre où elles m'ont été présentées les diverses questions ou objections que vous connaissez, en commençant par celles de notre honorable collègue M. Caillet.

« M. Caillet a dit en première ligne : — « J'ai foi dans le sentiment qui guide l'auteur de ce projet. »

« Je remercie M. Caillet de cette confiance flatteuse ; j'ai suis vivement touché ; mais j'assume aimé, je l'avoue, la voir aussi s'étendre à l'Administration. Or, si l'on s'en rapporte aux observations qui suivent, il y a lieu de croire que cette confiance n'est personnel, car, un peu plus loin, M. Caillet, dans des termes où perçait une suspicion évidente, nous dévoile ainsi toute sa pensée : — « Je crains que ce Domaine usurpateur ne fasse comme le lion de la fable, etc. »

« Je crains plutôt, moi, Messieurs, de n'avoir pas été suffisamment compris de notre collègue, car s'il avait suivi l'esprit de mon projet, ce n'est pas le qualificatif d'*usurpateur* qu'il eût appliqué à moi-même, mais celui moins retentissant et plus juste de *protecteur*.

« Qu'est-ce, en effet, que ce Domaine, Messieurs, qui restait, bien entendu, toujours dans la fiction légale d'appropriation qui fait la base de ce projet ? Un bon père de famille, qui voit que ses enfants se ritaient en querelles coutumières, en contestations incessantes de propriétés, et qui leur dit : Vous vous querellez parce que nul de vous ne sait s'il est ou non propriétaire, parce que vous n'avez pas de titres ; venez à moi ; je vais vous en donner. Demandez ; que voulez-vous ? Voulez-vous le sommet de l'Aorai, le pic de l'Oréonah, la combe droite du Diadème ? Revenadiquez-vous ; s'ils ne vous sont pas contestés, je vous les donne.

« Est-ce le vraiment un Domaine usurpateur, celui qui vous dit : Quand vous auez pris tout ce que vous voulez prendre, ce qui restera ne sera même pas encore à moi ; je vous l'abandonnerai pour constituer votre propriété à vous tous, y compris l'annexion ?

« Si donc, je le répète, les déclarations de M. Caillet qui précèdent sont réellement le fond de sa pensée, je regrette d'avoir à constater une fois de plus qu'il ne m'a pas compris.

« M. Caillet vous dit encore : — « Nous n'aurons la confiance des indigènes que si nous respectons leurs réserves. » —

« Pourquoi ce futur, Messieurs ? Pourquoi « nous n'aurons » mais nous l'avons, mon cher collègue, quoique vous en puissiez penser. Nous l'avons depuis 1845, époque où apparut pour la première fois la main française dans la législation du pays. Cette tendance à aller vers nos lois s'accroît dans les lois de jour en jour, à partir de 1848 surtout ; et 1852, 1855, 1866, 1868, ne seront que les étapes qu'elle parcourra pour aboutir enfin à la dernière halte, l'annexion, qui est sans contredit la manifestation la plus éclatante de cette conviction que vous niez.

« Nous n'avons donc pas à la conquérir, puisque nous la possédons, mais nous avons à la conserver. Le projet de constitution de propriété que je vous soumets, Messieurs, n'a pas d'autre but. Il importe que le hit de l'annexion se traduise non par un retour aux errements du passé, ni même une attitude stationnaire, mais par une marche judicieuse vers le progrès, par la sécurité et le repos acquis par les familles, par la liberté dans l'ordre. C'est dans cet ordre d'idées que j'ai entrepris ce travail ; je l'ai destiné à la satisfaction d'un vous que je crois à bon droit être celui de tous, celui qui tend à la jouissance possible pour chacun de ses biens.

« Parlerai-je, Messieurs, des réserves, des fameuses réserves que mon

collègue fait, selon sa coutume, encore intervenir ? A quoi bon ? Le terrain pacifique sur lequel nous marchons ici n'a rien à démêler avec la politique. Je laisserai donc de côté, sans m'en occuper davantage, le fatras habituel d'expressions vides dont d'ailleurs, j'ai déjà eu occasion de faire, je crois, justice, et à l'aide duquel on voudrait entraver la marche régulière de nos institutions. Je vous dirai simplement, Messieurs, que nos efforts doivent tendre sans cesse, sans dévier, sans faiblesses, vers un même but : la fusion.

« Je lis également dans les notes de mon collègue : — « Ce projet est in- » tempésti et semble tenir un peu du droit que s'arroge un conquérant » dans un pays sauvage. »

« Messieurs, il y a longtemps que je connais ce pays ; quand j'y suis arrivé, j'ai trouvé une population intelligente et donc, mais point de sauvages. S'il y en avait ici, ce ne seraient évidemment pas les Tahitiens.

« M. Caillet semble croire que mon idée est de contester leurs propriétés aux indigènes, car il déclare oralement « qu'ils ont les droits les plus » « sacrés et les plus inaliénables sur leurs terres, quelle qu'en soit la situation, depuis les plus hautes cimes de leurs montagnes jusqu'à la bande » de leurs rivières. »

« Et il ajoute :

« — « Vous lirez titres naturels et en gros caractères. C'est au Domaine et » aux nouveaux occupants à montrer les leurs. » —

« Qui donc, répondrai-je, parle de contester leurs droits au motif ? Une pareille supposition peut-elle être déduite de l'examen du projet que je vous présente ? »

« Vous parlez de titres naturels, Monsieur Caillet. Qui les nie ? Personne. C'est au contraire pour affirmer leur existence, pour leur donner une authenticité qui leur manque, que je désire les transformer en titres écrits, certains, formels, plus forts devant la loi que tous les droits de nature, que tous les prétendus droits d'ancêtres. Est-ce là les contester ? »

M. Bonet examine ensuite en quoi consistait en 1832 l'enregistrement des terres, dont M. Caillet voudrait faire une quenotte coutume, bien que ce soit une œuvre essentiellement française, due à la connaissance profonde qu'avait M. le Gouverneur Bonard des besoins du pays, et qui restera pour lui un titre-écran à sa reconnaissance.

Il dit que dans la pensée de M. Bonard cet enregistrement devait être complet par l'établissement d'un cadastre, qui est encore à commencer.

M. Bonet ne croit malheureusement que ce cadastre possible ; aussi a-t-il pris d'autres bases pour son projet. M. Bonard, dit-il, a été son guide et c'est son œuvre qu'il a cherché à parfaire. Le Conseil lui dit s'il y a réussi.

M. Caillet, ajoute-t-il, a aussi parlé d'anciens domaines de famille. Or, sont ces domaines ? On consulte le registre des terres, on n'en trouve pas. D'ailleurs, qui pourrait s'opposer à ce qu'il en fut constitué, si certains indigènes désiraient rester propriétaires indivis. Le Domaine pourra toujours dans ce cas leur délivrer des titres collectifs.

« Sans froisser aucun intérêt, sans blesser aucun sentiment, etc. » — s'écric encore M. Caillet. Or, pourrait-il y avoir des intérêts froissés, fait observer M. Bonet, si l'on procéda suivant le plan qu'il a tracé ? Maintenant, restera-t-il le Domaine ? On consulte le registre des terres, on n'en trouve pas. On réclame pas tout le territoire. Non, dans le cas contraire. S'il reste quelques parcelles, répète-t-il, elles resteront comme biens communaux, c'est-à-dire la propriété de tous.

M. Martiny s'excuse ici d'interrompre M. Bonet, mais il croit qu'il serait utile de bien faire comprendre, avant d'aller plus loin, aux membres de la représentation tahitienne, ce qu'ils entendent par biens communaux, et il prie M. Poroi de vouloir bien leur traduire ce que vient de dire M. Bonet.

M. BONET. — « Demandez-leur, je vous prie, Monsieur Poroi, s'ils croient qu'un pareil Domaine soit un usurpateur ? »

Diverses objections sont faites par MM. Pai à Vetea et Thioni à Arato, auxquelles répondent MM. Bonet et Cardeilla.

M. Pai dit qu'il n'y a pas dans la loi tahitienne la prescription que M. Bonet introduit dans son projet.

M. Poroi lui montre, par la lecture de l'ordonnance du 6 octobre 1868, que cette prescription existe, et il y est quinquennale.

M. Pai réplique que, d'ailleurs, il est décidé à ne rien accepter des propositions de M. Bonet.

M. BONET. — « Je n'ignore pas, Messieurs, que je suis en présence d'un aveugle parti-pris, car je constate qu'il s'attaque non-seulement à mon projet, mais même à ce qui existe dans la loi tahitienne. »

M. Thioni demande à être éclairé.

Toutes les explications désirables lui sont fournies par MM. Bonet et Cardeilla, aidés de M. Poroi, qui veut bien continuer à prêter son concours pour les traductions nécessaires.

M. Pai n'admet pas que les mesures proposées par M. Bonet, et qui forceraient les Tahitiens à faire inscrire leurs terres, puissent être acceptées. Il voudrait les laisser libres, sans leur fixer de délai, et sans les exposer non plus à perdre leurs biens, faute d'avoir négligé de se soumettre à la formalité de l'enregistrement.

M. BONET. — « C'est cela : la question éternisée. »

M. le PRÉSIDENT. — « Faire bien comprendre à ces Messieurs, Monsieur Poroi, que c'est dans l'intérêt même des Tahitiens que M. Bonet propose ces mesures, que c'est pour secourir leur indolence, pour en faire avec les progrès qui leur ruinent. »

M. Pai déclare qu'en refusant d'acquiescer aux propositions de M. Bonet, ce n'est pas pour lui seul qu'il parle, mais au nom de la population indigène tout entière. Il a consulté ses électeurs, et c'est bien là, en effet, dit-il, leur pensée.

M. Poro explique à M. Bonet qu'il est Tahitien, lui aussi, et que cependant ce n'est pas le sien.

M. Rocard. — Je suis allé à des familles tahitiennes et je connais leur opinion sur ce sujet — ce n'est pas non plus la leur. »

M. Bonet. — Vous êtes au présent, Messieurs, de deux avocats : l'un voudrait que l'autre proposât l'autre le dénier. Vous choisissez. »

M. Cailliet. — L'exécution du projet de M. Bonet en fera naître une suite.

M. Pal. — « Pour les terres non enregistrées, il n'y a presque pas de procès ; il y en a au contraire beaucoup pour les autres. »

M. Bonet. — « Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, que je suis en mesure de vous prouver le contraire. »

M. 1882, on avait aussi enregistré les terres, et même la mer, jusqu'au récif. Des droits ont été payés. Aujourd'hui le Domaine est emparé de la mer, et toutes les revendications de ce côté sont rejetées. Quel est donc le mobile qui pousse M. Bonet à faire les propositions qui lui nous soumet ? »

M. Bonet. — « Pas autre chose que le sincère désir de faire cesser les contestations et les procès. »

L'incident est vidé. M. Bonet reprend la suite de sa réponse aux objections de M. Cailliet.

M. Bonet. — « Messieurs, M. Cailliet parle d'établir des cartes muettes sur lesquelles serait tracé le premier travail qui servirait de canevas aux opérations de détails. Il serait plus simple, je crois, de faire le cadastre, et encore plus simple de se contenter des côtes des terrains. C'est ce que j'avais pensé et ce qui explique pourquoi je ne me suis pas occupé de plans ; ce qui ne m'empêche d'ailleurs nullement de reconnaître quels perfectionnements on apporterait à mon projet en y joignant des levés. Je me suis attaché surtout, Messieurs, à doter les indigènes de vrais titres de propriété, bi-latéraux, complets, qui pussent leur permettre de louer, d'emprunter, de donner en gage, enfin de s'en servir comme nous nous servons des nôtres. Vous pourravez j'ai tenu à les revêtir de toutes les formalités qui les protègent, dont les principales sont : l'enregistrement et la transcription hypothécaire. »

Le Domaine que j'ai écrit fictif, demeure sans doute fictif ; il y a gros à parier qu'il ne restera rien pour le constituer ; mais enfin c'est là une hypothèse secondaire. »

Mon principal objectif a été d'empêcher la fraude, et de tempérer autant que possible l'ardeur possessive des natifs. J'ai accumulé dans ce sens les correctifs. »

M. Cailliet vous demande ; Messieurs, de faire régler les actions en bornage, séance tenante et sans appel, par les conseils jurent en qualité de jurés. »

Je ferai observer qu'il priverait ainsi les Tahitiens d'un degré de juridiction que, pour sa part, il ne veut pas d'utilité à leur enlever. Il ne me paraît pas nécessaire de supprimer la haute-cour. »

« A ce propos, Messieurs, mon attention, tout à l'heure, a été attirée par ses paroles de mon collègue : — « Vous allez donner naissance à une foule de procès. » —

« Je ne veux pas examiner jusqu'à quel point cette observation est fondée, mais, s'il la voulu faire à cette occasion une allusion qui pourrait m'atteindre, je tiens à le rassurer, et à déclarer d'ores et déjà que je m'en garde à moi-même. »

M. Cailliet proteste contre l'interprétation que M. Bonet vient de donner à ses paroles. Il n'a jamais entendu faire la moindre allusion, dit-il, à sa profession de défenseur. Il proteste également contre l'espèce de doute qu'on voudrait planer sur son patriotisme, qui est, croit-il, à l'abri de tout soupçon. »

M. Bonet. — « Je ne doute pas du patriotisme de notre honorable collègue, Messieurs, je n'en ai jamais douté, j'en critique seulement les manifestations, et je serais particulièrement heureux qu'il voulût accorder la même confiance au sentiment qui m'anime en cette circonstance, et qui n'est autre que celui de faire cesser, sans espoir d'en tirer le moindre profit, un état de choses fâcheux. »

M. Le Conseil. — « Le Conseil, Monsieur Bonet, n'a jamais pensé qu'il en put être autrement, et il ne saurait s'arrêter à une idée de nature à faire suspecter votre désintéressement. »

M. Bonet. — « Je reviens alors, Messieurs, au deuxième degré de juridiction dont je vous le disais, je n'ai pas voulu priver les indigènes. »

M. Cailliet vous a parlé de plans à mettre à l'appui des extraits des registres d'inscription. Je vous ai dit quelle était mon opinion à cet égard : j'accueillerais avec plaisir des plans, s'il est possible d'en dresser d'exactes ; mais, je le répète, il ne faut pas de suite compléter sur un cadastre. »

« La transcription, Messieurs, complèterait mon œuvre : à la suite de constatation, le titre sera transcrit, accompagné du jugement qui aura tranché un dernier ressort le différend. »

« Les successions vacantes et les curatelles seront confiées au curateur habituel, sans qu'il soit nécessaire d'en charger, ainsi que le demande M. Cailliet, les conseils de districts. »

Enfin, en ce qui concerne la prescription de cinq ans, que M. Cailliet déclare insuffisante, et que j'ai choisie parce que je l'ai trouvée dans la loi des dix ans, si le Conseil la ferait trop courte, il pourra la porter plus loin, à dix ans, par exemple, par exemple. »

« Voilà, Messieurs, ce que j'avais à répondre aux observations de M. Cailliet. »

« Je passe à celles de M. Thioni à Aaro. »

M. Thioni a dit que l'exécution de mon projet amènerait la suppression des juridictions tahitiennes. Je ne le contredirai pas : c'est en effet la consé-

quence de son application, laquelle rendra forcément dans la suite inutile le fonctionnement de ces juridictions. Mais ce n'est pas mon projet qui les fera tomber, ce que M. Thioni semble vouloir lui reprocher : il n'aura pas cette peine, il peut le croire, elles tomberont d'elles-mêmes. »

« En effet, s'il peut convenir qu'au début il soit fait usage des tribunaux tahitiens que nous avons sous la main, parce que ceux-ci seuls peuvent, en l'absence de titres authentiques, adjufer les terres contestées, ce que nous aurons fait les nôtres, qui, dans un cas semblable, ne basant que sur les jugements que sur des titres ou la possession civile, il en sera tout autrement, et ces mêmes tribunaux indigènes deviendront un rouage, sinon gênant, du moins inutile, à l'époque où nos nouveaux coproducteurs se trouveront en état de faire la preuve de leurs propriétés, époque qui coïncidera naturellement avec celle où les seront maints de titres ayant la même valeur que ceux dont nous sommes possesseurs. »

« Je crois, Messieurs, que c'est là tout ce que j'avais à répondre aux objections que contiennent les notes de M. Thioni ; je n'ai arrêterai donc pas à discuter le reste et il ne me restera plus à examiner devant vous que celles plus sérieuses que m'a faites M. Martiny. Cependant, vu la précision qui a présidé à l'ensemble avec lequel ces dernières observations sont formulées et qui portent successivement, ainsi que vous avez pu le voir, sur chaque article du projet, j'attendrai pour les examiner qu'elles se soient présentées au fur et à mesure de la discussion. Si donc le Conseil n'y voyait pas d'inconvénient, nous pourrions commencer de suite l'examen du premier article. »

Article premier.

M. le président donne lecture de cet article :

« Tout Français indigène se prétendant propriétaire d'une terre, etc., etc. » M. Bonet formule les diverses observations de M. Martiny. Il dit qu'il s'est surtout préoccupé, en s'arrêtant à la rédaction ci-dessus, de poser un canevas de la constitution de la propriété, se basant sur le principe de la réciprocité. M. Martiny a proposé de mettre à la place de « Tout Français » « Tout personne... » les mots : « Toute personne... » est allé plus loin que lui dans la question, car il appelle ainsi tous les propriétaires, sans distinction, originaires des îles sous le vent et autres, à jouir du bénéfice des déclarations préliminaires. »

M. Bonet ne s'oppose pas à cette modification, qu'il laissera du reste à l'appréciation de l'autorité supérieure, principalement en ce qui regarde l'île de Raiatea, placée sous notre protectorat. »

Le Conseil adopte la modification proposée par M. Martiny. »

Sur la deuxième, apoter aux mots : « d'en faire en personne, » ceux-ci : « ou par fonds de pouvoirs, » M. Bonet n'élève pas non plus d'opposition, pourvu, dit-il, que le pouvoir qui sera donné à l'indigène chargé de représenter un tiers soit un pouvoir authentique, en bonne et due forme. Or c'est précisément la difficulté de trouver la forme qu'il conviendrait d'adopter pour les procurations qui a arrêté M. Bonet et l'a amené à penser qu'il valait mieux s'en tenir à la déclaration personnelle. C'est par crainte de la fraude que l'a écrité toute idée de ce genre. Dans le cas de maladie de la personne désireuse de faire une déclaration de propriété, il lui a semblé que si le conseil de district se dérangait pour la recevoir à la maison commune, il pouvait également se dérangier pour la recevoir à la demeure du malade, et qu'avisé du désir de celui-ci, il n'avait qu'à transporter chez lui. On vit en famille dans les districts, ajoute M. Bonet, tout le monde se connaît. »

M. Martiny dit qu'il peut se présenter des cas où le déclarant soit malade, non dans son district, mais dans un autre. Un pouvoir est absolument nécessaire dans ces conditions. »

M. Carrelle croit que l'on pourrait, dans un cas semblable, autoriser le chef du district où se trouve le malade, ou l'agent de l'autorité française, s'il en est avisé dans l'endroit, à viser la procuration et à lui donner le caractère d'authenticité vu par l'apposition du cachet, soit de la commune, soit du gouvernement. »

M. Cailliet, obligé de s'absenter, se retire. »

M. Thioni demande des explications sur le délai d'un an mentionné dans l'article. »

M. Bonet lui répond que les explications à lui fournir peuvent se réduire à ceci : On le dit d'un an lui paraît trop court, et alors il peut demander à le prolonger, ou il lui semble trop long, auquel cas il est libre d'exprimer le désir de le voir diminuer. »

M. Thioni accepte le délai d'un an. »

En présence des difficultés de traductions nécessaires par cette question difficile de la constitution de la propriété, et pour éviter toute interprétation erronée qui serait de nature à lui porter atteinte, M. Poro demande, à ce moment, qu'un interprète assermenté assiste dorénavant aux séances. »

M. le président consulte le Conseil sur la proposition ainsi faite. »

« Le Conseil est d'avis qu'un cachet ou timbre soit dérivé dans chaque district au président du conseil, qui l'apposera sur les procurations à lui présentées, en vue des déclarations de propriété ou pour tout autre objet ? »

M. Cailliet répond affirmativement. Il est en conséquence de l'opinion de M. Martiny d'ajouter aux mots « en personne » ceux de « ou par fonds de pouvoirs. »

M. Bonet passe à l'examen de la troisième observation de M. Martiny : « Comment devra-t-on procéder dans le cas où, non pas une seule personne, mais une famille entière se prétendra propriétaire d'une terre ? »

M. Bonet a une réponse toute prête, dit-il, à son frère, celle-ci : Si l'un des membres de la famille se présente au jour de la vente des autres, il recevra un titre collectif de propriété, pour cette raison que, s'il est vrai,

... n'est tenu de rester dans l'indivision, il n'est pas davantage possé-
ble d'empêcher ceux qui paraissent y tenir d'y rester.

Le président met aux voix l'article 1^{er} du projet de M. Bonet, et les
membres de la commission, complétés par l'addition des mots suivants :

« La déclaration pourra être collective. »
Il est adopté à l'unanimité des voix, moins celle de M. Pai a Veta.
La séance est levée et renvoyée, pour la suite de la discussion, à demain
samedi 24 du courant, à deux heures de l'après-midi.

Pour copie conforme :

Le président, Le conseiller-secrétaire,
F. CARDELLA. G. MARTINY.

Séance de clôture — 24 novembre 1883.

PRÉSIDENCE DE M. CARDELLA.

Le Conseil est réuni à deux heures dans la salle de ses délibérations. La
séance est ouverte.

Sont présents : MM. Cardella, Bonet, Huet, Martiny, Pai a Veta, Poroi,
Raahou, Tiboni a Aaro et Virou Bambridge.

Absents : MM. Cailliet, Liais et Viénot.

M. Cadousteau, interprète, assiste à la séance.

M. le président explique que sa présence est le résultat du désir manifesté
dans la réunion de la veille par M. Poroi de voir conier à un interprète
assuré des traductions d'où il n'a pas car devoir se charger plus long-
temps, vu la responsabilité qui elles faisaient peser sur lui.

Avant de passer à la lecture du procès-verbal, M. le président communique
au Conseil la lettre suivante de M. le conseiller Cailliet :

« Papeete, le 24 novembre 1883.

« Monsieur le président,
« Mon service de juge-assesseur me retient au Tribunal criminel. Je vous
prie de faire insérer mon vote au procès-verbal de la séance du Conseil colo-
nial. Le voici :

« Je vote contre le projet de M. Bonet pour les motifs que j'ai eu l'honneur
d'exposer par écrit.

« J'ajoute que, dans ma conviction, si ce projet était adopté, il arriverait
promptement aux terres hautes des indigènes ce qui est arrivé à leurs lagons
de Tuamotu.

« Les indigènes demandent à ce qu'on les laisse tranquilles, et c'est dans
cet espoir qu'ils se sont unis, avec les réserves faites par le Roi en leur
faveur.

« Votre dévoué et respectueux
« X. CAILLET, membre du Conseil colonial.

M. Raahou proteste contre le système de votation que voudrait inaugurer
M. Cailliet à l'Assemblée. Un membre absent ne saurait avoir le droit de
voter par écrit. Le vote de M. Cailliet, exprimé de cette façon, est, pour lui,
absolument nul.

M. le président dit qu'en effet la voix de M. Cailliet, absent, ne peut être
comptée parmi celles des votants du jour. Mais resté la lettre, sous la forme
de laquelle il manifeste son opinion, et qui, elle, doit trouver place au pro-
cès-verbal.

Le compte-rendu de la séance du 23 est lu et adopté.

M. Bonet désire y réparer une omission qui, d'ailleurs, provient, dit-il,
de son fait.

M. Bonet a oublié de répondre à la déclaration qu'a faite M. Pai au sujet
des inscriptions de 1852, déclaration qui est inexacte. M. Pai a dit que le
Domaine s'était emparé de la mer, qu'il, jusqu'aux récifs, avait été enregistré
comme propriété particulière des indigènes. C'est une erreur : Le Domaine
ne s'est emparé de rien du tout. C'est la haute-cour tahitienne elle-même
qui, dans un arrêt dont M. Bonet pourrait au besoin donner la date, a déci-
dé que la mer indigène, de la plage aux récifs, ne pouvait être considé-
rée que la mer indigène, de la plage aux récifs, ne pouvait être considé-
rée comme propriété privée. M. Pai a donc recriminé à tort, en attribuant
au Domaine une mesure qui est essentiellement et exclusivement indigène.

Le Conseil passe à l'ordre du jour.

PROJET DE M. BONET DE CONSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ TAHITIENNE (suite).

Article 2.

M. le président donne lecture de cet article, dont la traduction est faite
aux membres de la représentation tahitienne par M. l'interprète Cadousteau,
qui sera appelé à leur faire également celle de tous les articles sui-
vants.

M. Martiny rappelle qu'il y a fait les mêmes observations que sur
l'article 1^{er}. Des observations, ayant été admises pour ce dernier, devront
s'appliquer naturellement à l'article 2, puis à tous les autres.

M. Martiny, à propos du 2^e, où il est dit : « La déclaration devra indiquer
les dimensions exprimées en mètres, etc... » croit qu'il serait bon
de faire placer des bornes sur la limite des terres, en ayant soin d'indiquer
aux indigènes que la distance entre chacune d'elles est de... tant de mètres.
Des bornes seraient placées à des points de ce système, et il serait, en ce cas,
spécifié si de telles bornes, en vertu de la proposition qui a été faite M. Huet pour
chaque district ou division de district.

M. Huet, ... « On pourrait également profiter de l'occasion pour poser des
bornes géométriques... »

M. Pai approuve l'idée de M. Martiny, qui est, dit-il, conforme à la loi
de 1868.

M. Tiboni se préoccupe surtout des saisiés qui seraient dus, dans ce cas,
aux arpentiers.

M. Bonet n'a aucune objection à faire. Tout le supplément d'informations,
toute la précision qu'on apportera dans les levés seront autant de perfec-
tionnements pour son projet.

Mis aux voix, l'article 2 est voté à l'unanimité.

Article 3.

« La déclaration sera reçue par le conseil du district réuni en séance pu-
blique, etc... »

M. Bonet : — « J'ai une observation à faire sur cet article. Dans le modèle
que j'ai tracé, la superficie de la terre n'est pas mentionnée. Il sera bon que
le propriétaire l'indique, s'il la connaît. »

M. Pai désire savoir quel sera le montant des frais que les déclarants au-
ront à payer.

M. CARDELLA. — « Rien. »

M. BONET. — « J'ai entendu ne rien faire payer, afin de ne fournir aucun
prétexte aux indigènes pour ne pas venir déclarer leurs propriétés. »
Le Conseil, consulté, émet le vœu : « que les déclarations soient absolument
gratuites. »

L'article 3 est adopté à l'unanimité.

Article 4.

« Des originaux de la déclaration sera remis à l'intéressé, l'autre à
M. le receveur du domaine à Papeete. »

M. LE PRÉSIDENT. — « Pas d'observations, Messieurs ? »

M. PAI A VETA. — « Je n'ai rien à dire, Monsieur le président. Ce n'est
pas au receveur du domaine que je désire que soit remis l'autre des originaux,
mais au greffe de la haute-cour. »

M. Pai est d'avis de ne laisser aucune pièce intéressant la propriété indigène
aux mains de M. le receveur. Il déclare que la présente observation
s'applique à tous les articles du projet qui vont suivre ; il la fait une fois
pour toutes.

L'article 4 est adopté à l'unanimité, compte tenu des réserves formulées
par M. Pai à Veta.

Article 5.

« Dis la réception des déclarations faites en vertu des articles précédents,
M. le receveur du domaine les rendra publiques par extrait chrono-
logiquement inséré au journal officiel de la colonie, en la forme à déterminer. »

M. MARTINY. — « La publicité par le journal serait insuffisante ; il faut
y joindre celle de placards à afficher dans toutes les chefferies des îles Ti-
hiti et Moorea, ainsi que dans celles des îles Soa, Peveni et des Tuamotu. »

M. BONET. — « Plus cette publicité sera grande, mieux évidemment cela
vaudra. »

M. Pai n'admet pas qu'elle soit laissée aux soins de M. le receveur du
domaine.

L'article 5 est adopté.

Article 6.

« § 1^{er}. Un délai de trente jours francs est accordé aux tiers pour frapper
d'opposition les déclarations de propriété faites en vertu des articles pré-
cédents. Ce délai, etc., etc. »

M. Martiny, à cause des Tuamotu, est d'avis de porter ce délai à cinq
mois, et cela dans le but d'éviter bien des procès pour l'avenir.

M. Bonet dit qu'en supposant un délai de trente jours, il n'a entendu l'appli-
quer qu'à Tahiti. Il serait en effet nécessaire de le prolonger pour les archi-
pels.

M. Tiboni fait remarquer que le délai d'opposition de la haute-cour est de
six mois.

M. BONET. — « Établissez des délais suivant les distances. »

M. CARDELLA. — « Oui, par exemple, trois mois pour Tahiti et Moorea et
six pour les Tuamotu et autres îles des Établissements. »

M. BONET. — « Un délai unique vaudrait mieux. »

M. BONET. — « Ne perdez pas de vue, Messieurs, que plus le délai est
long, plus il donne d'autorité au titre délivré sans opposition, et, comme il
emporte le titre déchéance, il doit être que les intérêts de chaque localité
qu'il vise aient plus que le temps nécessaire, pour se mettre en mesure de
s'opposer à la déclaration. »

M. Martiny prie M. Bonet de bien faire comprendre aux membres tahiti-
tiens que, ce délai expiré, le titre délivré sans opposition ne constituera pas
pour cela un titre irrévoquable.

M. Bonet, par l'organe de M. Cadousteau, explique à ces messieurs que
ce ne sera encore qu'une présomption de propriété, mais non la certitude.
Le titre ne deviendra irrévoquable qu'au bout de cinq années.

M. le président propose de dire que le délai sera de 6 mois, quelle que
puisse être la distance.

M. Raahou s'associe à la proposition de M. le président, qui est en même
temps celle de M. Poroi.

M. Bonet croit qu'il faudrait introduire fixer 6 mois francs pour Tahiti,
6 mois francs pour Moorea, et 6 mois francs pour le reste des Établisse-
ments.

M. Martiny dit qu'il avait demandé d'abord 5 mois, mais puisque les
6 mois concordent avec le délai donné par la loi tahitienne, il se rangera à
ce dernier chiffre.

M. Tiboni a dit qu'il voudrait...

M. le président dit qu'il n'y a plus de motifs proposés par M. Bonet.

ne sera adopté par un vote contre 4.

« Il y a voté contre, et il donne de son vote les raisons suivantes :

« Les terres qui ont été délaissées sont plutôt nuisibles qu'utiles aux indigènes propriétaires, par leur indolence bien connue ne les porte que trop à pousser au terrain les affaires qui leur causent le moindre dérangement, et il n'est pas nécessaire de les stimuler par la nécessité d'opérer de suite. »

« § 9. L'opposition sera faite et reçue au bureau du Domaine à Papeete. »

« Il en sera délivré récépissé à l'intéressé par M. le receveur du domaine. »

« M. Pai a voté ne veut pas plus qu'auraient entendu parler du receveur du domaine. »

« M. Bonet. — « Je ne comprends pas où viennent les appréhensions de M. Pai. S'il y a un Domaine, il faut qu'il le sache bien, ce serait les indigènes qui l'auraient fait. »

« M. Bonet s'efforce de faire comprendre à M. Pai ce que c'est que le Domaine dont il ne paraît pas avoir une idée bien arrêtée: le Domaine, lui dit-il, ce n'est pas vous, ce n'est pas moi, ce n'est pas M. le receveur; c'est la rue, c'est la mer. »

« M. Thioni a Arato croit savoir pourquoi son collègue a une telle peur du receveur: c'est qu'il craint qu'ayant en mains l'état de la propriété indigène, il ne soit tenté de frapper les terres d'un impôt foncier. »

« M. Bonet rassure M. Pai. Si l'impôt foncier est proposé, il sera d'abord, lui, M. Pai, comme membre du Comité des finances, un de ceux qui seront appelés à le voter. »

« Le § 9 est aux voix, est adopté, sauf par M. Pai. »

Est adopté également dans son entier l'article 6, sous cette nouvelle forme :

« Un délai est accordé aux tiers pour frapper d'opposition les déclarations de propriété faites en vertu des articles précédents. Ce délai emportera déchéance. Il courra du jour de la publication de la déclaration de propriété au journal officiel de la colonie. »

« Il sera de un mois franc pour Tahiti, de deux mois pour Moorea, de six mois pour le reste des Etablissements. »

« L'opposition sera faite et reçue au bureau du Domaine à Papeete. Il en sera délivré récépissé par M. le receveur du domaine. »

Article 7.

Les deux premiers paragraphes :

« A l'expiration des délais ci-dessus, comptés du jour de la publication de la déclaration de propriété, etc., etc. »

« Ce certificat de propriété, dressé en deux originaux, dont un sera conservé dans les archives du Domaine, relatera, etc., etc. »

« En sont adoptés sans observations, sauf celles de M. Pai a voté portant toujours sur l'emploi du receveur du domaine. »

Le troisième paragraphe :

« Les frais remis au propriétaire, enregistré et revêtus des formalités hypothécaires, sur le paiement des frais et droits y afférents, »

Est également adopté. »

« M. Bonet, questionné sur le montant de ces frais et droits, dit que le coût du dépôt sera d'un franc et les salaires du receveur de trois francs. Total : quatre francs. »

« M. Pai refuse son adhésion à ce paragraphe, parce qu'il croit savoir qu'il a été perçu un jour par le receveur une somme de 450 fr. en paiement de droits de même espèce. »

« M. Bonet croit que M. Pai doit faire erreur ou que sa mémoire le sert mal. »

« M. Bonet fait observer au Conseil que, par suite de cette dernière formalité de la transcription hypothécaire, la propriété se trouve constatée par cinq moyens différents. Il démontre quels avantages en découlent, au point de vue des garanties contre la fraude, de la transmission de la propriété et des prêts sur gages. »

« Le premier titre transcrit est le seul irrécusable. »

« La transmission de la propriété par vente ou autrement se fait, grâce à la transcription, sur des données certaines. L'acheteur peut aller s'assurer au bureau des hypothèques si le terrain dont il veut faire l'acquisition est grevé ou non d'inscriptions, et connaître exactement le montant des sommes prêtées sur sa valeur. »

« M. Thioni a Arato demande la parole. »

« Il désire faire une observation sur l'article 3 qui précède et qu'il a voté, dit-il, sans l'avoir bien compris. Il y est question des déclarations à recevoir par les conseils de districts. M. Thioni désirerait qu'avant de procéder à ces réceptions, toutes les constatations de propriétés dont la valeur ne dépasserait pas 300 fr. fussent jugées par ces conseils à l'amiable, en dernier ressort, et sans frais. »

« M. Bonet objecte à M. Thioni qu'il a lui-même précédemment voté le délai d'un an pour la durée des déclarations. S'il fait précéder celles-ci de débats sur contestations, ce délai ne sera plus suffisant. »

« M. Martiny fait à son tour remarquer que c'est la loi tahitienne que M. Thioni méconnaît en faisant une demande qui tendrait à supprimer la juridiction de la haute-cour. Il paraît étrange à M. Martiny que ce soient précisément ceux qui se disent envoyés au Conseil pour la défendre qui, les premiers, cherchent à y porter la confusion. (Que signifie alors ce maintien des réserves, des franchises restées, dont il est si souvent parlé? »

« M. Bonet. — « S'il nous était possible d'y toucher, Monsieur Thioni, nous vous proposerions simplement, au lieu de placer de vos conseils de districts, un juge de paix et un notaire. Vos officiers, si vous l'essayer, seraient très utiles. Quant à ce qui est de faire voter à l'amiable ces affaires »

par les conseils de districts, vous n'êtes pas sans savoir, je crois, que les attributions du juge conciliateur n'existent pas pour eux dans votre loi. »

« M. Pai a voté demande ce que vont devenir dans tout cela les titres antérieurs de propriété. Les nouveaux seront-ils les seuls valables? »

« M. Martiny dit qu'il est préoccupé de cette question que vient de soulever M. Pai, et si l'on se reporte aux observations qu'il a faites sur l'article en discussion dans la séance du 17 courant, on y pourra constater qu'il conseillait de prévoir l'établissement net et indiscutable, tant au point de vue de la possession du fonds que de son étendue exacte, de la propriété acquise antérieurement on établie déjà par actes imprescriptibles. Aussi proposerait-il aujourd'hui dans ce but d'ajouter à cet article un quatrième paragraphe qui serait ainsi conçu :

« Les porteurs de titres provenant d'inscriptions antérieures pourront profiter des dispositions du présent article. Sur la présentation au Domaine des anciens, il leur en sera délivré de nouveaux, sur le modèle adopté pour ces derniers. »

« M. Martiny ajoute que, bien entendu, cette transformation ne pourrait avoir qu'un caractère purement facultatif. »

« L'addition du paragraphe proposé par M. Martiny est mise aux voix et adoptée. »

« M. Pai a voté contre. »

Article 8.

« M. le receveur du domaine fait statuer à bref délai et d'office par les conseils des districts sur les oppositions formées entre ses mains. A cet effet, il prépare, etc., etc. »

« Adopté sans autres observations que celles déjà formulées par M. Pai a voté à l'égard du receveur. »

Article 9.

« Un délai de cinq mois, compté du jour du jugement du conseil de district, est accordé à l'opposant pour justifier par un jugement passé en force de chose jugée (arrêt contradictoire ou d'homologation de la cour des Toohita) du gain définitif de la cause. Ce délai est franc et emporte déchéance. »

« Le jugement produit est enregistré et transcrit conjointement avec le certificat de propriété, qui est délivré à l'intéressé dès qu'il justifie de son droit. »

« M. PAI A VOTÉ. — « Le titre ne devrait être délivré qu'après l'arrêt de la cour de cassation. »

« M. BONET. — « Pourquoi? L'arrêt de la haute-cour a définitivement constitué propriétaire celui au bénéfice de qui elle a adjugé la terre en litige. Il en peut perdre possession. Le recours en cassation n'est pas suspensif. »

« L'article 9 est adopté. M. Thioni a Arato s'est abstenu. M. Pai a voté contre. »

Article 10.

« A l'expiration du délai imparti à l'opposant par l'article précédent, le certificat de propriété est délivré au déclarant originaire si l'opposant n'a pas fait les justifications ci-dessus prescrites entre les mains de M. le receveur du domaine. »

« Pas d'observations. — Même vote. — Adopté. »

Article 11.

« A l'expiration du délai de trois années comptées du jour de la promulgation de (faute d'intervenir), la preuve de la propriété ne pourra plus être faite que d'après les règles du droit civil français. »

« La discussion s'engage sur ce premier paragraphe. »

« M. MARTINY. — « Le demande de viser ici très-spécialement Tahiti et Moorea, en laissant à l'autorité supérieure le soin de déterminer le délai qu'il conviendrait de fixer pour les autres îles. »

« M. PAI A VOTÉ. — « Je n'accepte pas les derniers termes du paragraphe : — ne pourra plus être faite que d'après les règles du droit civil français. — Pas de droit civil français ! »

« M. BONET. — « Mais c'est la loi de 1860 ! »

« M. PAI A VOTÉ. — « Oui, mais il y a aussi celle du 30 décembre 1880. »

« M. MARTINY. — « Qui a confirmé celle de 1860, et les réserves qui y sont contenues. »

« M. PAI A VOTÉ. — « Ce qu'a fait la loi de 1866, on a pensé depuis à y faire décaler, l'application du droit civil français ayant paru dangereuse aux indigènes, vu les frais considérables qu'elle entraînait. La population a demandé vainement de réunir de nouveau dans ce but l'assemblée législative tahitienne, mais les Commandants n'ont pas tenu compte de ses desirs. J'en sais quelque chose, car j'étais alors chef du district de Puanania. »

« M. BONET. — « Je tiens à constater, Messieurs, une fois de plus, que l'on nous parle sans cesse, dans cette enceinte, de réserves, de traditions, de coutumes, et que, lorsqu'il s'agit de les protéger, ce sont leurs protecteurs mêmes, les membres de la représentation tahitienne eux-mêmes, qui émettent des difficultés contre leur protection. »

« M. Martiny, dans un but de conciliation, propose d'ajouter aux mots : « d'après les règles du droit civil français », ceux-ci : conformément au deuxième paragraphe de l'article 9 de la loi tahitienne du 20 mars 1866. »

« M. Cardella, dans le même but, propose la rédaction qui suit : « la preuve de la propriété sera faite conformément à la loi tahitienne en vigueur. »

« M. Pai a voté dit que si l'on s'oppose à l'adoption de la proposition de M. Bonet, c'est parce qu'il croit qu'elle est dirigée contre les indigènes. »

« M. BONET. — « Merci. »

« M. le président conclut sur un pareil reproche atteint non-seulement »

M. Poroï qu'il frappe injustement, mais aussi tous les membres du Conseil qui ont des opinions communes d'idées vaines. Sans doute M. Pai n'a pas mesuré la portée de ses paroles ou bien s'en est rendu imparfaitement compte.

M. Poroï est prêt de traduire exactement à M. Pai ce que vient de dire M. le président.

M. Poroï. — Je proteste, pour ma part, contre cette méfiance qui s'éveille lorsque tout devrait concourir à la dissiper. On n'est pas plus aveugle.

M. Pai répond que cette méfiance n'existait pas avant l'annexion, qu'elle n'existe pas contre l'Administration, mais bien contre ceux qui sont chargés d'interpréter et d'appliquer la loi.

M. Cardeña propose de nouveau d'adopter pour le paragraphe discuté la rédaction dont il a déjà donné lecture.

M. Pai désire qu'au lieu de dire : conformément à la loi tahitienne en vigueur » on dise : conformément à la loi de 1855.

M. le Président. — Non, c'est impossible, je ne puis pas mettre cela en loi. La loi de 1855 n'existe plus ; elle a été abrogée par celle de 1866.

Proposez, Monsieur Pai, quelque chose qui ne touche pas à nos existantes.

M. Tihoni a Arato dit qu'il n'a pas encore bien comprise l'article 11.

M. le président lui explique qu'il s'agit surtout de faire choix d'un délai au bout duquel la preuve de la propriété ne pourra plus être faite que par la voie réservée par les lois en vigueur ; la discussion ne peut avoir d'autre objet. Si trois ans ne paraissent pas suffisants à M. Tihoni, il peut demander qu'on en prenne un autre.

M. Tihoni a Arato reconnaît que la loi de 1866 est, en effet, une loi tahitienne, mais il a cru devoir faire remarquer que si on l'applique à ses compatriotes tels qu'elle est, elle leur paraîtra bien lourde.

M. Pai communique au Conseil une dépêche ministérielle déjà produite par lui au cours d'une précédente séance, et qui est relative à l'incompétence des tribunaux français sur matière de preuves de la propriété tahitienne.

M. le Président. — Nous n'avons pas, Monsieur Pai, à discuter ici la loi. Voulez-vous, ou ne voulez-vous pas l'appliquer ? Vous parlez sans cesse du contentieux du 29 juin 1880 ; mais vous n'êtes pas unces parties-contraintes ; par conséquent, vous n'avez pas plus que moi, pas plus que nous tous, ici, qualité pour y toucher. C'est à vos signataires de l'acte à le modifier, s'ils s'accordent à ce sujet.

« Vous demandez à revenir aux lois de 1855, c'est-à-dire à retrograder quand tout vous pousse en avant ; vous parlez pour vous seul, je suppose, car rien ne nous prouve que vos compatriotes soient disposés à vous suivre sur ce terrain ? »

M. Poroï demande la parole.

M. Poroï. — La question, Messieurs, menace, je le vois, de s'éterniser. Je sais que la loi de 1866 annule nos tribunaux tahitiens. Si l'on s'appuie sur elle, sans vouloir rien entendre, je n'ai plus rien à dire : c'est la loi.

« Mais si l'on croit que la loi n'est vraiment faite que pour les justiciables qui la comprennent et qui sont en mesure de défendre efficacement leurs intérêts devant elle, alors je puis parler, et voici quel sera mon vote :

« Je demande à la France (ce que j'avais du reste demandé l'année dernière), de laisser leurs tribunaux à mes compatriotes, jusqu'à l'époque où, ayant une connaissance suffisante de la langue française, ils pourront se défendre eux-mêmes en justice. »

M. le Président. — « Bonbons-nous, je vous prie, Messieurs, à discuter la question d'établissement de la propriété, sans nous occuper de celle des juridictions, et laissez aussi, une fois pour toutes, de côté, les réserves sur lesquelles on revient sans cesse comme si elles étaient muées. Vous avez reçu, Messieurs, dans ce sens, les assurances les plus formelles du Chef de la colonie ; vous pouvez demeurer tranquilles. »

M. MARTINY. — « Le projet de M. Bonet, Messieurs, ne dit pas que vos juridictions seront supprimées. Vous pourriez vous faire juger par elles, si cela vous convient, et plaider, comme par le passé, dans votre langue. Au lieu d'appeler à vos tribunaux des géologues ou des souvenirs, vous leur présenteriez des titres de propriété qui vaudront les nôtres : voilà tout. »

« Le paragraphe premier de l'article 11, avec la modification proposée par M. Cardeña, est mis aux voix. »

On le vote par 7 voix contre 2.

On le vote par : MM. Cardeña, Bonet, Huët, Martiny, Poroï, Raouly et Virau Eambridge.

M. Poroï, avec cette réserve que les tribunaux tahitiens continueront à fonctionner jusqu'à l'époque où les indigènes, ayant une connaissance suffisante du français, seront en mesure de défendre leurs intérêts devant les nôtres ;

M. Martiny, en faisant remarquer que le délai de 3 ans ne pourra être appliqué qu'aux seules îles de Tahiti et de Moorea : avis partagé par tout le Conseil.

MM. Pai et Yetea et Tihoni a Arato ont voté contre. Tous les deux demandent le retour à la loi de 1855.

M. le président passe à la lecture du deuxième paragraphe : « Tout le territoire non réclamé dans le délai fixé par l'article 1^{er} sera réputé domaine communal des districts. »

M. Pai et Yetea demandent quelle est la signification des mots « domaine communal ». Cette appellation ne le satisfait pas complètement. « Bien communal », dit-il, est-ce que cela veut dire : « bien du district ? »

« Absolument, » lui répond le Conseil.

Pour plus de précision, cependant, M. Pai désirerait que l'on écrivit : « Tout le territoire, etc. » sera réputé bien du district (faufa mafaleina). »

« Le Conseil décide que la rédaction de M. Bonet sera conservée, mais qu'il n'en sera pas s'écarter à ce que le paragraphe se termine par les mots que voudrait voir figurer M. Pai : faufa mafaleina. »

Le second paragraphe est adopté.

M. Pai vote contre.

Troisième et dernier paragraphe : « Il n'est point dérogé par les dispositions ci-dessus à la prescription quinquennale créée par l'ordonnance du 22 novembre 1858, modifiée par celle du 6 octobre 1865. Cette prescription couvrira les titres de propriété d'origine « vres » en vertu de l'acte d'intercession », ainsi que la propriété domaniale « des communes ou districts. »

Après une courte délibération, le Conseil l'adopte avec la modification suivante : les mots « ainsi que la propriété domaniale des communes ou districts », reconnus inutiles, sont supprimés.

M. Huët renouvelle sa proposition relative aux bornes kilométriques, qu'il serait possible de placer, dit-il, tout en arpentant les terres des districts.

Le Conseil s'associe à la proposition de M. Huët et émet le vœu qu'il y soit donné suite dans la mesure du possible.

M. Bonet demande la parole.

M. Bonet expose ce qu'il est en conformité des vœux exposés par l'Assemblée législative tahitienne de 1866, dans sa séance du 6 avril, en même temps que pour donner satisfaction au désir exprimé par M. le Gouverneur à l'ouverture de la session, de voir l'Assemblée locale s'occuper des moyens propres à établir la propriété dans ces pays, qu'il a entrepris le travail que le Conseil vient d'examiner et de sanctionner par son vote. Il espère que l'Assemblée lui rendra cette justice que dans l'accomplissement de sa tâche, il n'a été guidé par d'autres sentiments que ceux sur lesquels s'appuie toujours, lorsqu'il s'agit de l'envisage que l'intérêt général de son pays, tout bon citoyen, tout bon Français.

M. le président répond à M. Bonet que le Conseil n'a jamais mis en doute la nature des sentiments qui lui ont fait entreprendre et conduire si brillamment à bonne fin un travail dont il pourra, à juste titre, s'enorgueillir ; c'est pourquoi, répétant toute idée de suspicion du genre de celle qui s'est si étrangement fait jour dans son sein, il croit de son devoir de protester contre les dénégations insinuées qui ont cherché à l'éteindre, et lui vote un témoignage de confiance et de satisfaction.

M. Pai a Vetea déclare maintenir ses précédentes observations.

M. le président le rappelle au sentiment exact de la situation, et essaye de lui faire comprendre que le blâme qu'il lui dirige ainsi à son collègue, à qui le Conseil vient de voter un jour de confiance, rejait sur l'Assemblée tout entière.

M. Poroï désire excuser son compatriote.

M. Poroï prie M. Bonet de n'attacher aucune importance à la manifestation incoincuse autant qu'inouïe à laquelle M. Pai vient de se livrer. M. Pai n'a pas compris tout le bien qui résultera pour le pays de l'application des mesures proposées par M. Bonet, et n'a pas davantage vu le mobile qui l'a poussé à entreprendre la tâche qu'il s'est donnée, et qui n'est autre que le désir ardent de mettre fin aux divisions et aux haines résultant d'incessants procès. Mais M. Pai est Tahitien ; c'est-à-dire qu'il n'entend rien aux raffinement d'une société civilisée, et qu'il lui arrive parfois de ne pas comprendre les usages que la fréquentation de cette société impose ; aussi faut-il lui pardonner ; ajoute M. Poroï ; et ne voir dans son attitude actuelle, dans la forme brutale qu'il donne à l'expression de sa pensée, que le résultat d'une éducation encore incomplète.

M. Bonet remercie M. Poroï qui, lui, dit-il, l'a compris.

M. le président adresse les félicitations du Conseil à M. Bonet. Grâce à lui, la session s'achève, on peut le dire, dignement. Le Conseil va se séparer et sans la conscience d'avoir rempli sa mission dans la mesure de ses forces, et si l'Assemblée ne se réassemble qu'elle ne leur en fera pas un reproche.

On ne pourra rien de moins qu'un peu de flegme de ses avoir toutes résolu. Parmi ces diverses questions, l'examen du projet de M. Bonet de constitution de la propriété, restera probablement sa meilleure besogne ; l'étude en a été en effet poursuivie sérieusement, et tout fait espérer que les efforts dépensés de part et d'autre ne resteront pas sans résultats.

M. le président déclare close la session ordinaire de 1883.

Sur sa proposition, et comme marque de l'attachement qui unit la colonie à la mère-patrie, en même temps que pour affirmer la confiance et l'affection pour elle de nos nouveaux concitoyens, le Conseil colonial se sépare aux acclamations qui ont inauguré ses travaux :

« Vive la République ! »

« Vive la Colonie ! »

« Pour copie conforme :

Le président, F. CARDEÑA. Le conseiller-secrétaire, G. MARTINY.

LA MISSION ASTRONOMIQUE FRANÇAISE EN OCÉANIE.

(Extrait du rapport adressé au Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, par M. ANSEZ, sur l'initiative de 1 mai 1883.)

La mission dont nous avons été chargés par le gouvernement, l'Académie des sciences et le Bureau des longitudes avait pour but d'observer la grande éclipse totale du 6 mai dernier... Le lieu d'observation avait été fixé dans l'île Caroline, située à 15° 20' de longitude ouest et 10° de latitude sud...

Une autre mission s'était adjoint M. Taohini, l'habile directeur de l'Observatoire de Tahiti.

valetier, accompagné de M. Palisa, de l'observatoire de Vienne, auquel la science doit la découverte de tant d'autres nouveaux. Ces deux savants étaient les hôtes de la France. Le port français de l'expédition comprenait, outre son chef, M. Palisa, un officier attaché à l'observatoire de Meudon; M. Pasteur, photographe, et un aide.

Nous partîmes de Saint-Nazaire le 6 mars, sur le paquebot de la Compagnie transatlantique Saint-Nazaire. Le 27 nous abordâmes à Colon, où je trouvai M. Charles de Lesseps, qui nous reçut avec une grande courtoisie et facilita beaucoup à notre matériel la traversée de Colon à Panama.

À Panama, nous trouvâmes le navire de guerre *Eclairer*, qui avait reçu l'ordre de quitter Callao, de venir nous rejoindre à Panama et de nous conduire directement à Caroline.

Nous étions alors fin mars et nous avions 4,000 milles à faire pour atteindre notre station. La situation était presque critique. 70 milles du commandant qu'il prit un supplément de charbon en sus des provisions des soutes.

Ce fut cet approvisionnement supplémentaire, à mon sens encore insuffisant, qui sauva, pour ainsi dire, la situation, car nous trouvâmes l'alés bien faible dans la région où l'on comptait le trouver frais et bien établi. L'aide que le vent nous apporta pendant cette longue traversée fut en réalité très-faible, et le trajet dut s'effectuer presque entièrement à la vapeur.

Nous nous dirigeâmes d'abord sur les Marquises, où nous fîmes du charbon, ce qui permit une marche un peu plus rapide sur Caroline. Enfin, le 22 avril, nous étions en vue de cette île que j'attendais si anxieusement.

Le navire américain *Hartford* était au large; il venait de débarquer la mission américaine, et s'appretait à partir pour Tahiti. Un officier vint nous visiter et nous instruisit des difficultés du débarquement. Le lendemain matin, nous commençâmes cette opération. Je descendis d'abord à terre, accompagné de MM. Tacchini, Palisa, Trouvelot, pour reconnaître les lieux, voir les astronomes américains à arrêter notre point d'observation.

Caroline est une île basse, dont la partie émergée est entièrement formée de corail. Elle consiste dans une série d'îlots disposés en forme de couronne et, réunis entre eux par des récifs corallifères à fleur d'eau sur lesquels la mer déferlait constamment.

Ce côlé ou nous abordâmes l'île, le mar des récifs présente une lacune fort étroite, à peine suffisante pour le passage d'un canot. Cette passe nous fut signalée par l'officier américain. C'est par elle que nous pénétrâmes dans le lagon ou mer intérieure.

La commission astronomique américaine nous reçut très-cordialement. Ces messieurs, quoique partis du Callao une quinzaine de jours avant nous, étaient arrivés depuis deux jours seulement.

L'île Caroline contient des gisements assez importants de phosphate de chaux provenant de guano lavé par les pluies si abondantes de ces régions. Ce phosphate est exploité par une maison de commerce, MM. Hoelder frères, de Londres, qui y envoie de temps en temps des travailleurs et qui, pour ses opérations, a fait construire deux grands chaudières à bois. Les astronomes américains occupaient déjà à notre arrivée ces deux chalets, mais M. Holden, leur chef, m'offrit gracieusement l'un d'eux. Sur cette île déserte, où les orages et les vents dévastateurs sont si fréquents, on comprend combien une telle ressource nous fut précieuse.

Ce point important fixe, nous arrêlâmes le lieu de nos observations. Il fut choisi aussi près que possible de la maison, et en un point suffisamment découvert sur le côté du nord, où se trouvait la route du soleil.

Nous retournâmes ensuite au navire pour l'opération du débarquement. Cette opération se fit ainsi:

Les caisses étaient d'abord prises sur le pont par un palan et descendues dans un canot. Quand celui-ci était chargé, on le conduisait à l'entrée de la passe, et par une manœuvre rapide on l'y faisait pousser. Il se trouvait alors dans les eaux calmes du lagon intérieur, mais bientôt il était forcé de s'arrêter par manque de fond. Il fallait alors transborder les caisses qu'il contenait dans un petit bateau plat, calant seulement quelques centimètres, et qui, poussé par les matelots marchant dans l'eau, amenait la charge très-près du rivage. On reprenait alors les caisses sur les épaules et on les portait près du dingo. On reprenait alors les caisses sur les épaules et on les portait près du dingo. On reprenait alors les caisses sur les épaules et on les portait près du dingo.

De ces diverses opérations, la plus difficile était la traversée de la passe dans les récifs de coraux. La mer y brisait avec fureur, et les récifs, dissimulés sous les eaux, permettaient difficilement de reconnaître la position exacte de l'entrée. Il fallait saisir le moment où le flot en s'abaissant montrait la position de l'ouverture et profiter du flot suivant pour pénétrer d'un seul coup à travers la passe jusqu'à l'entrée du lagon.

Malgré l'habileté de nos braves marins, plusieurs canots furent crevés pendant ces difficiles opérations et des caisses furent mouillées; celles-là étaient mises à part et couvertes immédiatement, afin d'empêcher les suites de ces accidents. L'opération dura ainsi deux jours. Le 25 au soir, elle était terminée.

Avant de partir, l'*Eclairer* nous laissa, d'après les ordres que le ministre avait bien voulu donner sur ma demande, un détachement de dix-sept hommes, comprenant des timoniers, des ouvriers et des matelots.

Dès le lendemain matin, les emplacements étaient assignés, les tentes dressées et les instruments se tiraient de leurs caisses...

Notre installation fut fortement contrariée par les orages qui se succédèrent pendant notre séjour à Caroline. Nos tentes étaient élevées ou déchirées et nos instruments endommagés. Nous étions obligés continuellement pour maintenir notre matériel en état de fonctionner. Le miroir de mon télescope devait être démonté chaque soir, rapporté à notre habitation et placé dans une atmosphère réduite sèche par un foyer de charbon. Dans un de ces orages nous mesurâmes une chute d'eau de 17 centimètres.

Malgré tous ces obstacles, notre installation avançait rapidement. Nous

fîmes, pendant plusieurs jours de suite, des répétitions destinées à bien fixer le rôle de chacun, et le jour de l'éclipse nous étions prêts.

Afin de bien fixer les droits de chacun, il avait été convenu, à ma demande, qu'après l'éclipse observée, chaque observateur rédigerait un rapport succinct de ses observations; que ces rapports seraient lus en présence de tous et signés de chacun de nous, comme constatation de cette lecture. Mais le temps ne semblait guère nous favoriser, car le matin même du 6 mai, nous éprouvâmes un orage, et si l'éclipse fut observée elle le fut dans une éclaircie — éclaircie, il est vrai, qui laissa le ciel très-dégradé et très-pur, mais seulement au environs de la totalité.

RÉSULTAT DES OBSERVATIONS. — PLANÈTES INTRA-MERCURIELLES.

On voit par les observations de M. Palisa que, dans la région est qu'il avait à explorer, aucun astre supérieur en éclat à la cinquième grandeur ne s'est montré. Dans la région ouest, M. Palisa a jeté les yeux aussi et il y a vu un astre qu'il a reconnu être une étoile. Si l'on considère l'extrême habileté de M. Palisa dans ce genre de recherches, il est impossible de ne pas attacher la plus haute importance à ses conclusions négatives.

M. Trouvelot arrive à un résultat moins net pour le côté ouest, mais nous savons que cet observateur distingué désire revoir la région où se trouvait le soleil au moment de l'éclipse avant de se prononcer.

M. Holden, chef de la mission américaine, a exploré toutes les régions circum-solaires, et, à notre prière, plus spécialement la région ouest. Ce savant astronome est arrivé également à une conclusion négative relativement à l'existence des planètes intra-mercurielles.

D'un autre côté, quand on considère que les astres signalés par M. Watson en 1878 peuvent être identifiés dans les limites des erreurs que comportait la méthode employée par cet astronome avec deux étoiles de l'Écriveuse, on arrive à cette conclusion, qu'il est aujourd'hui extrêmement peu probable qu'il existe un ou plusieurs astres planétaires de quelque importance entre Mercure et le Soleil. Sous ce rapport, nous considérons que les missions française et américaine ont largement contribué à éclaircir un des problèmes les plus importants de la constitution du système solaire.

LA COURONNE.

Le rapport de M. Tacchini témoigne que cet habile astronome a fait de remarquables observations à Caroline, notamment en ce qui concerne l'analogie de la constitution du spectre de certaines parties de la couronne avec le spectre des comètes. Cette analogie, il l'entraîne dans mon programme de la recherche, ainsi qu'un témoignage en note rédigé par moi bien avant l'éclipse, et que j'ai lu en mes collaborateurs au moment où nous nous communiquâmes nos rapports respectifs. C'est un point qui devra être vérifié avec le plus grand soin dans les prochaines éclipses. De reste, je laisse à M. Tacchini le soin de développer lui-même ses observations.

On voit, par mon rapport, que le but principal de mes observations était de décider un point de la constitution du spectre de la couronne, qui m'a toujours paru très-important, à savoir: si la lumière de la couronne contient une importante proportion de la lumière solaire.

Le résultat a dépassé mon attente à cet égard. Le spectre Fraunhofer, vu si complet, dont j'ai été témoin à Caroline, prouve que, sans nul doute, une part due à la diffraction, il existe dans la couronne, et surtout en certains points de la couronne, une énorme quantité de lumière réfléchie. Et comme nous savons d'ailleurs que l'atmosphère coronale est très-rare, il faut qu'il se trouve dans ces régions de la matière cosmique à l'état de corpuscules solides pour expliquer cette abondance de lumière solaire réfléchie.

Plus nous avançons, plus nous voyons se compliquer la constitution de ces régions circum-solaires immédiates. Aussi n'est-ce que par des observations très-variées et une discussion très-complète de ces observations que nous pourrions arriver à une connaissance complète et certaine de ces régions.

La grande éclipse de 1883 nous a fait faire un nouveau pas.

Photographies de la couronne. — Sans entrer dans des détails qui ne peuvent être donnés dans le mémoire, je dirai que l'examen des photographies que nous avons obtenues prouve que la couronne pourrait être plus étendue que ne le montre l'examen dans les lunettes et que le phénomène est limité et fixé pendant toute la durée de la totalité.

Intensité lumineuse de la couronne. — J'avais préparé une mesure photométrique pour la photographie de l'intensité lumineuse de la couronne. Cette expérience a démontré qu'à Caroline l'illumination donnée par la couronne a été plus grande que celle de la pleine lune. Les nombres exacts seront donnés plus tard. Il faut remarquer que c'est la première fois qu'on prend une mesure précise de l'intensité lumineuse de ce phénomène.

VOYAGE DE RETOUR.

L'*Eclairer* vint nous reprendre le 13 mai et nous conduisit à Tahiti, où nous fîmes recus de la manière la plus cordiale et la plus distinguée par le Gouverneur, le Directeur de l'Intérieur et les habitants.

M. le Gouverneur nous fit visiter les points les plus intéressants autour de Papeete, notamment la pointe Vénus, lieu encore plein des souvenirs de Cook; puis la côte ouest, où la mission fut reçue par des chefs tahitiens et suivait les anciens usages.

Les clubs militaire et civil nous offrirent des fêtes charmantes. Enfin nous reçûmes de tous les marques les plus vives de sympathie, et Tahiti restera certainement comme le plus agréable souvenir de ce grand voyage (1).

Maintenant je dois dire que nous avons été frappés et du désir ardent de

(1) Retenez au lit par une maladie qui était sans doute une suite des fatigues éprouvées à l'île Caroline, je ne puis publier une dernière fois qui furent offertes à la mission. Je dois ici reconnaître mes obligations à M. le docteur Chassagnon, médecin en chef de l'hôpital militaire, pour son aide si dévouée et si complaisante.

de développement manifesté par nos colons, et des ressources de ce beau pays. Aussi, nous de notre devoir d'appeler l'attention du gouvernement sur la nécessité d'augmenter les ressources d'une colonie si admirablement placée et si riche de notre intérêt par son dévouement, son énergie et son patriotisme.

Après cela, Tahiti, nous devrions nous rendre à San Francisco, mais ayant vu que l'île d'Hawaii présentait de si importants phénomènes volcaniques, j'ai demandé au commandant de l'*Éclairneur* d'y faire relâche, demandant approuvée par le Gouverneur. Du reste, cette relâche aux Sandwich, qui permettait d'y prendre du charbon et en conséquence de faire la route plus rapidement, accélérerait plutôt qu'elle ne retardait notre arrivée à San Francisco.

A Hawaii, je me rendis au cratère de Kilauea et j'étudiai avec le plus grand intérêt les phénomènes dus au feu éternel. Une nuit passée dans ce grand cratère, le plus remarquable du monde, et sur les bords d'un lac de lave en fusion, me permit de faire des études d'où il résulte de curieuses analogies entre ces phénomènes volcaniques et ceux de la surface solaire. J'ai pu, en outre, faire l'analyse spectrale de flammes sortant de ces laves et constater la présence du sodium, de l'hydrogène et de combinaisons carbonées. Enfin j'ai recueilli dans nos établissements français une collection de microzaires et des échantillons de gaz qui, dans ces circonstances, ont toujours de l'intérêt.

A San Francisco, nous avons assisté à la célébration, par la colonie française, de la fête nationale, et nous avons été touchés du patriotisme qui anime nos concitoyens des rives du Sacramento. Avant de traverser l'Amérique, nous avons voulu, M. Trouvout et moi, visiter l'observatoire du mont Hamilton, qui possède la plus grande lunette du monde. J'ai visité ensuite les observatoires de Madison, de Chicago, de Washington, de Cambridge, où se trouvent de grands et célèbres instruments qui avaient pour moi le plus grand intérêt. A Washington, j'ai rencontré notre illustre ami Alexandre Graham Bell, qui m'a rendu très agréable et bien fructueux mon séjour dans cette belle cité. Enfin je puis dire que j'ai reçu de tous les savants américains l'accueil le plus flatteur et le plus cordial.

Le 15 août, le paquebot le *Canada*, de la compagnie transatlantique, parlant de New-York, nous ramenant en France.

JULES-JANSEN.

Membre de l'Institut, Directeur de l'Observatoire de Meudon.

MOUVEMENT COMMERCIAL

du 21 au 27 novembre 1883.

NAVIGES ENTRÉS.

- 21 novembre. — Goel. française *Morning Cloud*, de 31 ton., cap. Medwin, ven. des Tasmans; Magesse armateur; Baryes C^o chargeurs et consignataires; 8,200 kilos sucre, 6,300 kilos coprah, 3,300 kilos nappé; 2 caisses cutirostés, 4 pirogues, 3 kilos écaille de tortue; 5 porcs, 1 lot marchandises retournées.
- 21 novembre. — Goel. de Rimatara *Lero*, de 20 ton., patron Hamelin, ven. de Rimatara; chef de Rimatara armateur; les plus grands fondeurs du monde; 1 caisses grain, 1,000 kilos coprah, 60 kilos arrowroot, 100 volailles, 1 porcs, 100 ananas, 2 oiseaux, 1 bouteille monoi, 1 caisse grande, 10 matras, A. Crawford et C^o consignataires; — Au chargeur et consignataire: 1,300 kilos coton en grain, 3,000 kilos arrowroot, 4 sacs fungus, 15 volailles, 1 porcs, 2 m. c. 350 lots, 1 boites marchandises, 2 bassins en fer-blanc, 2 instruments à réper le case, 1 mortier en bois.
- 26 novembre. — Côte de Haïmahine *Matoereu*, de 20 ton., patron Tahara, ven. de Haïmahine; habitants de Haïmahine armateurs; A. Crawford et C^o chargeurs et consignataires; 425 kilos coton en grain, 360 kilos coprah, 4 ferrettes.
- 27 novembre. — Goel. française *Piki*, de 63 ton., cap. F.-U. Capell, ven. de Raïraï; Darsie et C^o armateurs, chargeurs et consignataires; 3,876 kilos coton en grain, 1,178 kilos coton égrené, 137 kilos sucre végétale, 10 barils ignames, 10,072 kilos coprah, 234 kilos porc, 1 lot marchandises retournées.

NAVIGES SORTIS.

- 21 novembre. — Côte française *Abbe*, de 23 ton., cap. Bertaud, all. aux îles Gambier; le capitaine armateur et consignataire; V.-L. Baouk chargeur; 1,197 mètres buffine, 4 caisses arbutin, 1,170¹/₂ m. mousseline, 570¹/₂ m. caïnot, 402¹/₂ m. denims 45 pantalons, 19 douz. chemises, 13 douz. tricots, 8 douz. foulards, 18 paires chaussures, 14 douz. chapeaux, 6 douz. paires de chaussettes, 1 douz. paires de bas, 1 douz. chemises de flanelle, 10 douz. parfums, 3 douz. crayons, 6 registres, 3 rames papier, 250 enveloppes, 1 douz. serviettes-éponge, 1 douz. chemises laine, 1 grosses boutons noires, 136¹/₂ balayons, 4 paquets de paille, 171 mètres broderie, 6 pinceaux, 3 kilos ligne de dentelle, 3 douz. couteaux et ciseaux, 7 pantalons drap, 9 douz. bott.-3 douz. verres à boire, 10 caisses ligne de schiste, 8 barils salaison, 24 caisses saumon, 8 bassins en zinc, 30 kilos tabac à fumer, 54 kilos pointes de Paris, 1 caisse thé, 3 kilos épices, 300 bouteilles, 4 caisses arbutin, 1 caisse abeilles Perrot, 4 caisses vermouth, 2 caisses-bulle d'olive, 20 pilons porcs, 2 caisses cordage, 10 mètres riz, 11 barils farine, 10 caisses savon, 6 pots peinte, 2 génes grasse, 3 sacs haricots, 50 kilos mastic, 20 boites bisou, 1 sacs arrowroot, 5 caisses bouff rôti, 91 boites conserves assaisées, 1 boites macarons, 4 bombons, 3 boites bougies; — P. Chauvin chargeur; 30 convertisseurs, 8 piles tricots, 6 ceintures laine, 8 pièces mousseline, 426 mètres coutil, 6 douz. chemises, 6 paires espadrilles, 171 mètres dentelle, 1 douz. cravates, 56 foulards, 1 carton bouis; — Société Commerciale de l'Océanie chargeur; 4 caisses conserves de bœuf, 14 litres riz blanc, 131 kilos caïnot.
- 21 novembre. — Brig-goel. chilien *Navitlas*, de 230 ton., cap. O. de Nicolini, all. à Valparaiso; Micheli armateur et chargeur; 125,000 kilos coprah, 1,408 kilos sucre, 7,000 sacs. Hornum consignataire.
- 21 novembre. — Côte française *Abbe*, de 11 ton., patron E. Hintz, all. à Raïraï; James Lovegrove armateur; Société Commerciale de l'Océanie chargeur; 10 caisses papiers, 1,125 litres rhum; Turner et Chapman chargeurs; 100 pièces bambou, Higgins consignataire.
- 27 novembre. — Côte française *Tiamatapa*, de 9 ton., patron Tebau, all. à Raïraï; A. Brander armateur, chargeur et consignataire; 18 barriques chaux.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Du mercredi 21 au mardi 27 novembre inclus 1883.

NAVIGES DE COMMERCE ENTRÉS.

- 21 novembre. Goel. française *Morning Cloud*, de 31 ton., cap. Medwin, ven. de Makala en 2 jours; 11 passag., MM. William Davis, A. Adams, français, et 9 indigènes.
- 27 novembre. Côte des îles sous le vent *Thopouara*, de 4 ton., patron Taara, ven. de Haïmahine en 2 jours.
- 27 novembre. Goel. française *Piki*, de 60 ton., cap. Capell, ven. de Raïraï en 3 jours; 4 passag., N. Bowling, américain, et 3 indigènes.

NAVIGES DE COMMERCE SORTIS.

- 21 novembre. Côte française *Mary*, de 12 ton., cap. Hintz, all. à Raïraï.
- 21 novembre. Brig-goel. chilien *Navitlas*, de 235 ton., cap. Octavio de Nicolini, all. à Valparaiso; 2 passag., M. Micheli, italien, et M^{rs} Rita Godó, chilienne.
- 22 novembre. Côte française *Abbe*, de 23 ton., cap. Bertaud, all. à Mangarava; 3 passag., A. Micheli, français, et 2 indigènes.
- 22 novembre. Côte française *Anethioha*, de 8 ton., patron Motai, all. à Raïraï; 7 passag., le P. Richard, français, et 6 indigènes.

ANNONCES

CHEZ LANTEIÈRES

EXCELLENTE BIÈRE à 50 centimes la bouteille; VIN BLANC (1^{er} choix) 1^{er} VIN D'OR, à 2 fr. 50 la bouteille; VIN ROUGE (vieux), depuis 2 fr. jusqu'à 5 fr. la bouteille.

233-5-1

Salons de verdure.

RECUEIL "TROPIC BIRD"

- Habillements en drap noir, en drap fantaisie, flanelle bleue et coutil blanc et couleur;
- Habits et redingotes en drap noir fin;
- Jacquets en cachemire noir et imperméables;
- Chemises blanches et de couleur, tricots;
- Grand assortiment de chaussures pour hommes, femmes et enfants;
- Broderie, valenciennes, balayons, foulards soie, mouchoirs en fil et en coton, cravates pour hommes et dames, plumes d'autruche, chapeaux boygère, tresse pour cheveux, boutons de nacre, garnitures de chemises, etc.;
- Pipes en étain et en bruyère, albâtres, boîtes de compas et de couleurs, criers fantaisie, poutées, etc., etc.

233-3

Chez V.-L. RAELIA.

Le sieur Hupé a Mihan, dit

Farebue a Temahineh, propriétaire, demeurant à Paea, est dans l'intention de vendre à la dame Terimatata a Hantia, autorisée et assistée de son mari, le sieur Maopi a Paeva, la vallée à Fei Tehu, sis au sous-district de Aoua, au district de Paea.

234

Te opua nei te taata ra o Mapea a Mihan, oia hoi a Farebue a Temahineh, futu fenu, e ia i Paea, i te hoo atu na te valinga ra o Terimatata a Hantia, o te faaitia hia e tei taaturu hia e tana tana, o Mapea a Paeva, i te peho teira o Tehuhi, e vai i te mataina-ra o Aoua, i te mataina ra o Paea.

La dame Teahu a Teihau, propriétaire, demeurant à Paea, demande à faire inscrire en son nom de la terre Paalabô, sis au sous-district de Raïraï, au district de Teahou-pou, et non encore inscrite.

235

Te ai mai nei te valinga ra o Teahu a Teihau, e ia i Paea, i te tomite i tonia iho i te fenua ra o Paalabô, e vai i te mataina-ra o Raïraï, i te mataina ra o Teahou-pou, e tei ore à i te mite hia.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Du 22 au 28 novembre 1883.

DATES	PRESSION BAROMÉTRIQUE		TEMPÉRATURE			PLUIE dans les 24 heures	VENTS DOMINANTS
	Hauteur au-dessus	Orifices jours	6 heures du matin	à l'heure du soir	Moyenne de la journée		
22 nov.	760.1	0.8	23.8	30.6	27.2	26.0	NE
23.....	759.3	0.2	21.9	31.0	26.9	26.0	NE
24.....	760.0	0.1	23.0	32.6	27.8	26.9	NE
25.....	758.9	0.2	24.1	31.9	28.0	27.1	NE
26.....	761.0	0.0	24.2	31.8	28.0	27.0	NE
27.....	761.0	0.0	24.0	32.0	28.0	27.0	NE
28.....	760.3	0.3	24.2	29.6	26.9	26.2	0.0034 Variable N E et O